RCS : PARIS
Code greffe : 7501

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de PARIS atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2012 B 16452
Numéro SIREN : 752 998 161
Nom ou dénomination : AB2P

Ce dépôt a été enregistré le 13/05/2019 sous le numéro de dépôt 55353

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 13-05-2019

N° DE DEPOT : 2019R055353

N° GESTION : 2012B16452

N° SIREN : 752998161

DENOMINATION : AB2P

ADRESSE : 36 rue Scheffer 75116 Paris

DATE D'ACTE : 24-04-2019

TYPE D'ACTE : Décision(s) du président

NATURE D'ACTE : Augmentation du capital social

AB2P
Société par actions simplifiée
Au capital de 128.171 euros
Siège social : 36 rue Scheffer – 75116 Paris
752 998 161 RCS Paris
(Ci-après désignée la « **Société** »)

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 24 AVRIL 2019

L'an deux mille dix-neuf,
Le vingt-quatre avril,
A 18 heures,
Au siège social de la Société.

Le soussigné, Monsieur Alexandre POISSON, agissant en qualité de Président de la société AB2P, société par actions simplifiée au capital social de 128.171 euros, dont le siège social est situé 36 rue Scheffer – 75116 Paris, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro 752 998 161, a pris les décisions suivantes :

- *Constatation de l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 59.091 euros par l'émission, au prix unitaire de 32,91 euros (prime d'émission incluse) de 59.091 actions ordinaires dites de catégorie P aux fins d'identification exclusivement (ci-après désignées les « **Actions P** ») assorties, chacune, d'un bon de souscription d'actions P (ci-après désignés les « **$BSA_{ratchet}$** » et ensemble avec les Actions P auxquelles ils sont attachés désignés les « **ABSA** ») d'une valeur nominale de 1 euro l'une, représentant un prix de souscription total, prime d'émission incluse, de 1.944.684,81 euros, à libérer intégralement en numéraire (ci-après désignée l' « **Augmentation de Capital 1** ») suivant l'Assemblée Générale Mixte de la Société en date du 12 avril 2019 ;*
- *Constatation de l'augmentation de capital par conversion 500.000 obligations convertibles (ci-après désignées les « **OC** ») d'un euro de valeur nominale chacune, en actions nouvelles de la Société émises par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 1er avril 2017 (ci-après désignée l' « **Augmentation de Capital 2** ») ;*
- *Constatation de la modification corrélative des statuts ;*
- *Pouvoirs en vue des formalités.*

Enregistré à : SERVICE DEPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
PARIS ST-SULPICE
Le 13/05 2019 Dossier 2019 00020897, référence 7584P61 2019 A 07508
Enregistrement : 0 € Penalités : 0 €
Total liquidé : Zero Euro
Montant reçu : Zero Euro
L'Agent administratif des finances publiques

Hervé GREGOIRE
Agent administratif
des finances publiques

AP

PREMIERE DECISION

*(Constatation de l'augmentation du capital social d'un montant nominal de 59.091 euros par l'émission, au prix unitaire de 32,91 euros (prime d'émission incluse) de 59.091 actions ordinaires dites de catégorie P aux fins d'identification exclusivement (ci-après désignées les « **Actions P** ») assorties, chacune, d'un bon de souscription d'actions P (ci-après désignés les « **$BSA_{ratchet}$** » et ensemble avec les Actions P auxquelles ils sont attachés désignés les « **ABSA** ») d'une valeur nominale de 1 euro l'une, représentant un prix de souscription total, prime d'émission incluse, de 1.944.684,81 euros, à libérer intégralement en numéraire (ci-après désignée l' « **Augmentation de Capital 1** ») suivant l'Assemblée Générale Mixte de la Société en date du 12 avril 2019)*

Aux termes du procès-verbal de l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 avril 2019 (ci-après désignée l' « **Assemblée Générale** »), les associés de la Société (ci-après désignés les « **Associés** ») ont décidé d'une augmentation du capital social d'un montant nominal de 59.091 euros, pour le porter de 128.171 euros à 187.262 euros, par l'émission de 59.091 actions ordinaires nouvelles dites de catégorie P aux fins d'identification exclusivement (ci-après désignées les « **Actions P** ») d'une valeur nominale de 1 euro chacune assortie d'une prime d'émission de 31,91 euros par Action P.

A chacune des 59.091 Actions P étaient attachés un bon de souscription d'Actions P (ci-après désignés les « **$BSA_{ratchet}$** » et ensemble avec les Actions P auxquelles ils sont attachés désignés les « **ABSA** »).

Les ABSA étaient émises au prix de 32,91 euros l'une, avec une prime d'émission de 31,91 euros par ABSA incluse, correspondant à une souscription d'un montant total de 1.944.684,81 euros (ci-après désignée l' « **Augmentation de Capital 1** ») et devaient, lors de leur souscription, être intégralement libérées, pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire, y compris, le cas échéant, par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société.

Il a été décidé que les ABSA seraient soumises à toutes les stipulations statutaires, seraient assimilées aux actions existantes et jouiraient des mêmes droits à compter de leur émission et, pour le droit aux dividendes, à compter du premier jour de l'exercice en cours.

La prime d'émission d'un montant total de 1.885.593,81 euros serait inscrite sur un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel porteraient, dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les actionnaires, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourrait recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale.

Il a été décidé que le Président de la Société pourrait procéder, conformément aux dispositions de l'article L.232-9 du Code de commerce, à toute imputation sur la prime d'émission, notamment celle des frais entraînés par la réalisation de la présente convention.

Les souscriptions devaient être reçues au siège social **jusqu'au 12 mai 2019 au plus tard**, étant précisé que la période de souscription pouvait être close par anticipation dès lors que toutes les ABSA auraient été souscrites.

Il a été décidé que si en date du 12 mai 2019 à minuit, la totalité des souscriptions et versements n'avait pas été recueillie, le Président pourra (i) utiliser les facultés de réduction prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, dans l'ordre qu'il déterminera ou (ii) proroger le délai de souscription.

AP

Les fonds provenant des versements en espèces devaient être déposés, dans les délais prévus par la loi, sur le compte « *augmentation de capital* » ouvert au nom de la Société dans les livres de la Banque Crédit Agricole, Agence Paris La Boétie située 16 rue de la Boétie, 75008 Paris.

Le Président a notamment reçu tous pouvoirs aux fins de :

- Recueillir les souscriptions des ABSA et les versements y afférents ;

- Utiliser les facultés de réduction prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, visées à l'article L. 225-134 du Code de commerce, dans l'ordre qu'il déterminera ;

- Procéder à la clôture anticipée de la souscription dès lors que toutes les ABSA auront été souscrites ou proroger sa date, le cas échéant ;

- Obtenir le certificat attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital 1 ;

- Constater la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital 1 ;

- Modifier corrélativement les statuts ;

- Procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'Augmentation de Capital 1 ;

- Accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'Augmentation de Capital 1 décidée conformément aux termes de la présente résolution ;

- Recueillir les souscriptions des actions ordinaires dont l'émission résulterait de l'exercice des $BSA_{ratchet}$, ainsi que les versements permettant la libération desdites souscriptions ;

- Constater le nombre d'actions ordinaires émises par suite d'exercice des $BSA_{ratchet}$, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;

- Prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs de $BSA_{ratchet}$ en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ; et

- D'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à la présente émission.

*****

En conséquence au vu de ce qui précède et usant des pouvoirs qui lui ont été conférés, le Président constate que :

1/ Toutes les souscriptions ont été libérées en numéraire comme suit :

- Les fonds ont été déposés sur un compte *« augmentation de capital »* ouvert au nom de la Société pour un montant total de 1.894.694,52 euros, comme en atteste le certificat de la Banque Crédit Agricole, Agence Paris La Boétie située 16 rue de la Boétie, 75008 Paris, en date du 24 avril 2019 ; et

- Un montant de 49.990,29 € a été souscrit par compensation avec une créance certaine, liquide et exigible détenue par Monsieur Vincent GENTIL sur la Société, comme en atteste le certificat de Maître Thomas MESA-SPARBE, Notaire en date du 23 avril 2019.

2/ Le montant total de souscription s'élève donc à la somme de 1.944.684,81 euros correspondant à 59.091 ABSA au prix unitaire de 32,91 euros (1 euro de valeur nominale et 31,91 euros de prime d'émission).

Le capital social est donc augmenté de 59.091 euros, pour le porter de 128.171 euros à 187.262 euros, divisé en 187.262 actions de 1 euro de valeur nominale chacune. Une prime d'émission de 1.885.593,81 euros est constatée.

3/ Les personnes suivantes ont effectivement souscrit à l'Augmentation de Capital 1 décidée dans les proportions suivantes :

Bénéficiaires du droit préférentiel de souscription	**Nombre d'ABSA**	**Montant de la souscription (en euros)**
Monsieur Vincent GENTIL	1.519	49.990,29
La société FRALEM	303	9.971,73
La société MAIF AVENIR	9.115	299.974,65
La société MALMOUSQUE INVEST	7.596	249.984,36
Monsieur Édouard COLIN	3.038	99.980,58
La société GAROM FINANCES	1.519	49.990,29
La société PLT INVESTISSEMENTS	1.519	49.990,29
Monsieur Armand DE VILLOUTREYS DE BRIGNAC	1.519	49.990,29
Monsieur Paul ARCHAMBEAUD	911	29.981,01
Monsieur Nicolas BUGELLI	1.063	34.983,33
Madame Anh Dào ME-MOUGAMADOU	303	9.971,73
Monsieur Ghislain MANDULA	1.519	49.990,29
La société Financière EH	3.038	99.980,58
Monsieur Alain DASSAS	759	24.978,69
Monsieur Jean-Charles HERRENSCHMIDT	911	29.981,01
La société JPC Investissements et conseils	1.519	49.990,29
La société CHANTAL BAUDRON SAS	911	29.981,01
Monsieur Jérôme STOLL	759	24.978,69
La société IMA PARTICIPATIONS	21.270	699.995,70
Total	**59.091**	**1.944.684,81**

Il s'ensuit, ce qui est expressément constaté par le Président de la Société, que l'Augmentation de Capital 1 a été intégralement souscrite, que les 59.091 ABSA ont été entièrement libérées, que les fonds correspondants ont été déposés dans les conditions légales et qu'en conséquence ladite Augmentation de Capital 1 se trouve définitivement et régulièrement réalisée.

DEUXIEME DECISION

*(Constatation de l'augmentation de capital par conversion 500.000 obligations convertibles (ci-après désignées les « **OC** ») d'un euro de valeur nominale chacune, en actions nouvelles de la Société émises par l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 1er avril 2017 (ci-après désignée l' « **Augmentation de Capital 2** »))*

1/ Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire de la Société en date du 1er avril 2017, la collectivité des Associés a décidé de l'émission d'un maximum de 500.000 obligations convertibles (ci-après désignées les « **OC** ») d'un euro de valeur nominale chacune, convertibles en actions nouvelles de la Société.

La collectivité des Associés a également décidé de déléguer au Président toutes compétences aux fins de :

- Désigner les titulaires d'OC et fixer le nombre de bons à attribuer à chacun d'eux ;
- Recueillir les souscriptions aux OC et les versements y afférents ;
- Procéder à la clôture anticipée de la souscription ou proroger sa date, le cas échéant ;
- Limiter l'émission d'OC au montant des souscriptions recueillies ;
- Fixer les modalités suivant lesquelles, dans le respect des termes de la présente résolution sera assurée le maintien des droits des obligataires au cas où la Société procèderait, tant qu'il existera des OC, à des opérations qui, conformément aux termes de la présente résolution ou de la loi, ne peuvent être effectuées qu'en préservant les droits des titulaires d'OC ;
- Constater le nombre des actions qui pourraient être émises au titre du remboursement des OC ;
- Procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- Prendre toute disposition pour assurer la protection des titulaires d'OC en cas d'opération financière concernant la Société et ce, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ; et
- Plus généralement, passer toutes conventions et, d'une manière générale, prendre toutes mesures et effectuer toutes formalités utiles à l'émission, au remboursement des OC en actions et au service financier des OC.

2/ Usant des pouvoirs qui lui ont été conférés, le Président a, aux termes de ses décisions en date du 1er avril 2017, attribué la totalité des 500.000 OC aux personnes suivantes (ci-après désignés les « **Souscripteurs** ») et dans les proportions qui suivent :

Identité des Souscripteurs	**Montant de la souscription**	**Nombre d'OC**
MAIF Avenir	190.000 €	190.000
OPTIMUM DEVELOPPEMENT	30.000 €	30.000
DA Holding	30.000 €	30.000
Monsieur François BOURGEOIS	20.000 €	20.000
KERNEY VENTURES	100.000 €	100.000
Monsieur Roger Alain CROOK	100.000 €	100.000
Monsieur Vincent GENTIL	30.000 €	30.000
TOTAL	**500.000 €**	**500.000**

AR

Le Président rappelle que :

- Les 500.000 OC ont été souscrites par les Souscripteurs ;

- Les 20.000 OC souscrites par Monsieur François BOURGEOIS ont été cédées à la société FRALEM (société par actions simplifiée à associé unique au capital social de 2.000 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Vincennes sous le numéro 834 271 108 dont le siège social est situé 30 rue de l'Église, 94300 Vincennes) par un contrat de cession de créance en date du 20 août 2018 ; et

- Une notification de conversion des OC a été adressée par la Société à chacun des Souscripteurs le 12 avril 2019 afin de leur informer de la décision de la Société de procéder à la conversion des OC en un nombre d'actions ordinaires nouvelles de la Société à créer « N' » selon la formule suivante :

$$N' = \frac{M \times \text{nombre d'OC}}{VA'/T}$$

Où :

« M » désigne le prix de souscription d'une OC, soit la somme de 1 € ;

« VA' » désigne la « Valeur Ajustée de la Valorisation », soit une valorisation de la Société retenue de 3.000.000 d'euros ;

« T » désigne le nombre d'actions de la Société (soit 128.171).

- Les Souscripteurs en accord avec la Société ont décidé d'inclure les intérêts arrêtés au 15 mars 2019 et dus au titre des OC dans la formule de conversion des OC mentionnée ci-avant.

3/ Le Président, usant des pouvoirs qui lui ont été conférés :

constate que les 500.000 OC sont converties en un nombre total de 21.546 actions ordinaires nouvelles,

constate, en application de la formule détaillée au point 2 ci-avant, que les OC de chaque Souscripteur sont converties comme suit :

Identité des Souscripteurs	**Nombre d'OC**	**Nombre d'actions ordinaires en conversion des OC**
MAIF Avenir	190.000	8.182
OPTIMUM DEVELOPPEMENT	30.000	1.293
DA Holding	30.000	1.293
FRALEM	20.000	862
KERNEY VENTURES	100.000	4.312
Monsieur Roger Alain CROOK	100.000	4.311
Monsieur Vincent GENTIL	30.000	1.293
TOTAL	**500.000**	**21.546**

AP

rappelle que le prix de souscription des 21.546 actions ordinaires nouvelles a été intégralement versé lors de la souscription aux OC.

Le Président constate qu'en conséquence le capital de la Société est augmenté d'un montant nominal de 21.546 euros et est porté de 187.262 euros (montant tenant compte de l'Augmentation de Capital 1 constatée aux termes de la première décision des présentes) à 208.808 euros, divisé en 208.808 actions de 1 euro de valeur nominale chacune.

TROISIEME DECISION

(Constatation de la modification corrélative des statuts)

Usant encore des pouvoirs qui lui ont été conférés, et consécutivement à la réalisation de (i) l'Augmentation de Capital 1 prévue à la première décision des présentes et (ii) l'Augmentation de Capital 2 prévue à la deuxième décision des présentes par émission de :

- 59.091 ABSA par souscription objet de la première décision des présentes ; et
- 21.546 actions ordinaires suite à la conversion des 500.000 OC objet de la deuxième décision des présentes,

le Président **constate** que le capital social de la Société se trouve augmenté d'une somme totale de 80.637 euros se décomposant comme suit :

- 59.091 euros en vertu de la réalisation de l'Augmentation de Capital 1 prévue à la première décision des présentes ; et
- 21.546 euros en vertu de la réalisation de l'Augmentation de Capital 2 prévue à la deuxième décision des présentes.

Le capital social de la Société se trouve ainsi porté de la somme de 128.171 euros à la somme de 208.808 euros (montant tenant compte de la réalisation de (i) l'Augmentation de Capital 1 et (ii) l'Augmentation de Capital 2), divisé en 208.808 actions ordinaires de 1 euro de valeur nominale chacune et qu'il y a lieu de procéder aux modifications statutaires suivantes.

En conséquence, le Président **décide** :

- D'ajouter les paragraphes suivants à la fin de l'article 6 des statuts comme suit :

« ARTICLE 6 – APPORTS

(…)

*Aux termes des décisions du Président en date du 24 avril 2019, prises conformément à la délégation de compétences conférée par l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 avril 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 59.091 € (cinquante-neuf mille quatre-vingt-onze euros) par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 59.091 (cinquante-neuf mille quatre-vingt-onze) actions ordinaires nouvelles dites de catégorie P aux fins d'identification exclusivement (ci-après désignées les « **Actions P** ») assorties, chacune, d'un bon de souscription d'Actions P (ci-après désignés les « **$BSA_{ratchet}$** » et ensemble avec les Actions P auxquelles ils sont attachés désignés les « **ABSA** ») de 1 € (un euro) de valeur nominale chacune.*

AR

En outre, une somme de 1.885.593,81 € (un million huit cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-treize euros et quatre-vingt-un centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 1.944.684,81 € (un million neuf cent quarante-quatre mille six cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-un centimes).

Aux termes des décisions du Président en date du 24 avril 2019, prises conformément à la délégation de compétences conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er avril 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de 21.546 € (vingt-et-un mille cinq cent quarante-six euros) suite à la conversion de 500.000 (cinq cent mille) obligations convertibles ayant entrainé la création de 21.546 (vingt-et-un mille cinq cent quarante-six euros) actions ordinaires nouvelles de 1 € (un euro) de valeur nominale chacune. »

- De modifier l'article 7 des statuts qui sera désormais rédigé comme suit :

*« **ARTICLE 7 – CAPITAL SOCIAL***

Le capital social est fixé à la somme de 208.808 € (deux cent huit mille huit cent huit euros), divisé en 208.808 (deux cent huit mille huit cent huit) actions ordinaires de 1 € (un euro) de valeur nominale chacune dont 59.091 (cinquante-neuf mille quatre-vingt-onze) actions ordinaires labélisées « Actions P » sans que ce label n'affecte leur qualité d'actions ordinaires ni ne corresponde à une classe d'actions distincte. »

QUATRIEME DECISION

(Pouvoirs en vue des formalités)

Tous pouvoirs sont conférés au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

****

Monsieur Alexandre POISSON
Président

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 13-05-2019

N° DE DEPOT : 2019R055353

N° GESTION : 2012B16452

N° SIREN : 752998161

DENOMINATION : AB2P

ADRESSE : 36 rue Scheffer 75116 Paris

DATE D'ACTE : 12-04-2019

TYPE D'ACTE : Extrait de procès-verbal

NATURE D'ACTE : Décision d'augmentation

AB2P
Société par actions simplifiée
Au capital de 128.171 euros
Siège social : 36 rue Scheffer – 75116 Paris
752 998 161 RCS Paris
(Ci-après désignée la « **Société** »)

EXTRAIT DU PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE EN DATE DU 12 AVRIL 2019

[…]

DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

[…]

DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

TROISIEME RESOLUTION

*(Augmentation du capital social d'un montant nominal de 59.091 euros par l'émission de 59.091 actions ordinaires dites de catégorie P aux fins d'identification exclusivement assorties, chacune, d'un bon de souscription d'actions P, au prix unitaire de 32,91 euros (1 euro de valeur nominale et 31,91 euros de prime d'émission), représentant un prix de souscription total de 1.944.684,81 euros (ci-après désignée l'« **Augmentation de Capital** ») - Conditions et modalités de l'émission - Pouvoirs donnés au Président pour constater l'Augmentation de Capital)*

La collectivité des Associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 19.6 des statuts de la Société pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président et (ii) de l'avis préalable du Comité Consultatif de la Société et constatant que le capital est intégralement libéré,

sous la condition suspensive de l'adoption de la résolution qui suit relative à la suppression du droit préférentiel de souscription des Associés au profit de personnes dénommées,

décide d'augmenter le capital social d'un montant nominal de 59.091 euros, pour le porter de 128.171 euros à 187.262 euros, par la création et l'émission de 59.091 actions ordinaires nouvelles dites de catégorie « P » aux fins d'identification exclusivement d'une valeur nominale de 1 euro chacune, assortie d'une prime d'émission de 31,91 euros par action (ci-après désignées les « **Actions P** »),

décide qu'à chacune des 59.091 Actions P sera attaché un bon de souscription d'Actions P (ci-après désignés les « **$BSA_{ratchet}$** » et ensemble avec les Actions P auxquelles ils sont attachés désignés les « **ABSA** ») dont les caractéristiques sont déterminées ci-après,

décide que les ABSA seront émises au prix de 32,91 euros (prime d'émission incluse) l'une, représentant une souscription d'un montant total de 1.944.684,81 euros (prime d'émission incluse) (ci-après désignée l'« **Augmentation de Capital** ») et seront intégralement libérées lors de leur souscription pour la totalité de leur montant nominal et de la prime d'émission, en numéraire, y compris le cas échéant par voie de compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, lors de la souscription,

AR

décide que les ABSA seront soumises à toutes les stipulations statutaires, seront assimilées aux actions existantes et jouiront des mêmes droits à compter de leur émission et, pour le droit aux dividendes, à compter du premier jour de l'exercice en cours,

décide que la prime d'émission d'un montant total de 1.885.593,81 euros sera inscrite sur un compte spécial de capitaux propres, intitulé « prime d'émission », sur lequel porteront, dans les conditions prévues aux statuts, les droits de tous les actionnaires, propriétaires d'actions anciennes ou nouvelles, et qui pourra recevoir toute affectation décidée par l'Assemblée Générale,

décide que le Président de la Société pourra procéder, conformément aux dispositions de l'article L. 232-9 du Code de commerce, à toute imputation sur la prime d'émission, notamment celle des frais entraînés par la réalisation de la présente émission.

Les souscriptions seront reçues au siège social de la Société jusqu'au **12 mai 2019 au plus tard**, étant précisé que le Président a tous pouvoirs pour clore la période de souscription par anticipation dès lors que toutes les ABSA nouvelles auront été souscrites.

La collectivité des Associés **décide** que si en date du 12 mai 2019 à minuit, la totalité des souscriptions et versements n'avait pas été recueillie, le Président pourra (i) utiliser les facultés de réduction prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, dans l'ordre qu'il déterminera ou (ii) proroger le délai de souscription.

Les fonds provenant des versements en numéraire seront déposés auprès de la Banque Crédit Agricole, Agence Paris La Boétie située 16 rue de la Boétie, 75008 Paris, sur un compte intitulé *« augmentation de capital »* ouvert au nom de la société AB2P.

Caractéristiques des $BSA_{Ratchet}$

Les $BSA_{Ratchet}$ attachés aux Actions P permettront la mise en œuvre d'un mécanisme dit de « *narrow-based weighted average ratchet* » qui permettra, dans le cas où seraient émises des valeurs mobilières donnant accès, directement ou indirectement, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société, sur la base d'une valorisation de la Société inférieure à la valorisation retenue pour la réalisation de l'Augmentation de Capital, d'ajuster le prix de revient des Actions P à la moyenne des prix par action respectivement retenus pour la réalisation de l'Augmentation de Capital et la ou les nouvelles opérations répondant aux critères ci-dessous, pondérée comme exposé ci-après.

Les $BSA_{Ratchet}$ seront soumis aux conditions suivantes :

(1) Les $BSA_{Ratchet}$ pourront être exercés à tout moment dès l'instant où avant le 31 décembre 2023, la Société émettrait de nouvelles actions ou autres valeurs mobilières libérables en numéraire ou en nature et donnant accès, immédiatement ou à terme, à une quotité du capital de la Société (à l'exclusion des augmentations de capital immédiates ou à terme résultant de l'attribution d'instruments d'intéressement au profit des dirigeants ou salariés, sous forme notamment d'actions gratuites, de bons de souscription de parts de créateur d'entreprise ou d'options de souscription d'actions et/ou des actions qui seraient émises à leur valeur nominale sur exercice des $BSA_{Ratchet}$ ainsi que de tous autres bons de souscription d'actions similaires (ou actions de préférence à droit de relution ou de conversion), émis avant le 12 avril 2019 c'est-à-dire ayant pour objet de protéger leurs titulaires contre une diminution éventuelle de la valeur de leurs actions) sur la base d'un prix par action (que ce soit à titre de valeur ou de prix d'échange, de conversion, de remboursement ou de souscription) inférieur au prix de souscription d'une ABSA émise au titre de la présente résolution, soit 32,91 euros (sous

réserve d'ajustement arithmétique dans l'hypothèse de division ou regroupement du nombre d'actions de la Société postérieur à la date des présentes) (ci-après désignée(s) la ou les « **Émission(s)** ») ; et

(2) Dans l'hypothèse de réalisation d'une ou plusieurs Émissions, chaque $BSA_{Ratchet}$ donnera à son titulaire **le droit de souscrire, à leur valeur nominale « P_0 »** à la date d'exercice des $BSA_{Ratchet}$, un nombre « N » d'actions ordinaires de la Société, dans la limite d'un maximum de dix (10) actions ordinaires de la Société par $BSA_{Ratchet}$, tel que :

$$N = \frac{P_1 - Pm}{Pm - P_0}$$

où :

« P_0 » est égal au prix de souscription d'une action ordinaire de la Société sur exercice des $BSA_{Ratchet}$, soit la valeur nominale d'une action de la Société (sous réserve du cas où une réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions serait intervenue postérieurement à la date des présentes, auquel cas les dispositions de l'article L. 228-98 du Code de commerce s'appliqueront, P_0 sera égal à la valeur nominale avant ladite réduction de capital) à la date considérée ;

« P_1 » est égal au prix de souscription d'une ABSA (prime d'émission incluse), soit 32,91 euros (sous réserve d'ajustement arithmétique dans l'hypothèse de division ou regroupement du nombre d'actions de la Société postérieur à la date des présentes) ;

« P_m » est la moyenne, pondérée par les nombres d'actions, des Prix par Action (tel que ce terme est défini ci-dessous) retenus lors des Émissions successives, calculée ainsi qu'il suit :

$$P_m = \frac{(N_1 \times P_1) + (N_2 \times P_2) + \ldots + (N_i \times P_i)}{N_1 + N_2 + \ldots + N_i}$$

où :

« N_1 » est égal à 59.091 Actions,

« P_2 » est égal au Prix par Action (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la première Émission qui suivra la présente Assemblée,

« N_2 » est égal au Nombre d'Actions (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la première Émission qui suivra la présente Assemblée,

(…)

« P_i » est égal au Prix par Action (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la dernière Émission réalisée avant l'exercice des $BSA_{Ratchet}$,

« N_i » est égal au Nombre d'Actions (tel que ce terme est défini ci-dessous) de la dernière Émission réalisée avant l'exercice des $BSA_{Ratchet}$,

étant précisé que :

- (a) dans l'hypothèse où l'Émission consisterait en l'émission d'actions, le « **Prix par Action** » sera égal au prix de souscription unitaire desdites actions (prime éventuelle de souscription incluse) et le « **Nombre d'Actions** » sera égal au nombre d'actions ainsi émises et (b) dans l'hypothèse où l'Émission consisterait en l'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital, le « **Prix par Action** » sera déterminé en divisant (x) le montant total des souscriptions liées à l'Émission augmenté, le cas échéant, des sommes minimales que devront acquitter les titulaires desdites valeurs mobilières afin d'obtenir des actions par exercice ou conversion desdites valeurs mobilières par (y) le nombre maximum d'actions (ci-après désigné le « **Nombre d'Actions** ») que les titulaires desdites valeurs mobilières pourront obtenir sur conversion ou exercice desdites valeurs mobilières (sans toutefois tenir compte des actions que lesdits titulaires pourraient obtenir sur exercice de bons de souscription ayant une finalité similaire à celle des $BSA_{ratchet}$ et, s'il s'agit d'actions de préférence, des ajustements futurs possibles lors de leur conversion en actions ordinaires dont la finalité serait similaire à celle des $BSA_{ratchet}$) ;

- Le(s) titulaire(s) de la majorité simple des $BSA_{ratchet}$ pourra(ont) librement décider qu'une Émission donnée réalisée sur la base d'un Prix par Action inférieur à 32,91 euros ne donnera pas lieu au calcul d'un nouveau nombre « N » en notifiant sa(leur) décision par écrit à la Société (il est précisé en tant que de besoin que, dans cette hypothèse, le Nombre d'Actions et le Prix par Action de ladite Émission ne rentreront pas en compte dans le calcul de « N » lors d'éventuelles Émissions ultérieures) ;

- Les chiffres ci-dessus seront ajustés, le cas échéant, pour tenir compte de tout regroupement d'actions ou division de la valeur nominale des actions de la Société (ou autres opérations équivalentes) qui surviendrait postérieurement à la présente émission des ABSA et qui donnerait lieu à un ajustement des droits des titulaires de $BSA_{ratchet}$;

- Les chiffres ci-dessus seront arrêtés à deux chiffres après la virgule étant au surplus précisé que, dans l'hypothèse où ils comprendraient plus de deux chiffres après la virgule, la deuxième décimale (ci-après désigné « **T** ») serait arrondie ainsi qu'il suit :

  (a) Si la troisième décimale est supérieure à 5, « T » sera égale à la décimale qui lui est immédiatement supérieure, et

  (b) Si la troisième décimale est inférieure ou égale à 5, « T » demeurera inchangée,

- Si « $Pm - P_0$ » est inférieur à 0,01, « $Pm - P_0$ » sera considéré comme égal à 0,01.

La collectivité des Associés **précise** en tant que de besoin que chaque $BSA_{ratchet}$ ne pourra être exercé qu'une fois,

précise que les $BSA_{ratchet}$ pourront être exercés à compter de la date à laquelle les Associés ou le Président, selon le cas, auront décidé une Émission de nouvelles actions ou de valeurs mobilières déclenchant leur exercice et ce, pendant un délai de trois (3) mois à compter de la réalisation de l'Émission, étant précisé qu'à défaut d'être exercés dans ce délai, les $BSA_{ratchet}$ ne pourront plus être exercés au titre de l'Émission concernée,

précise que chaque titulaire de $BSA_{ratchet}$ pourra choisir de ne pas exercer ses $BSA_{ratchet}$ à l'occasion d'une ou plusieurs Émissions susceptibles d'en provoquer le déclenchement. En conséquence, le fait pour un titulaire de n'exercer aucun des $BSA_{ratchet}$ devenus exerçables à l'occasion d'une Émission n'aura pas pour effet de rendre lesdits $BSA_{ratchet}$ caducs, ni d'interdire audit titulaire de les exercer ultérieurement, en tout

AR

ou partie, à l'occasion d'une nouvelle Émission. Dans ce cas, seule l'Émission au titre de laquelle les $BSA_{ratchet}$ seront exercés (en tout ou partie) sera prise en compte pour la détermination de « P_2 » et de « N »,

précise en outre, dans l'hypothèse où un titulaire de $BSA_{ratchet}$ aurait exercé une partie seulement de ses $BSA_{ratchet}$ au titre d'une Émission considérée, que les $BSA_{ratchet}$ non exercés au titre de cette émission ne seront pas caducs et que cela n'aura pas pour effet d'interdire audit titulaire de les exercer ultérieurement, en tout ou partie, à l'occasion d'une nouvelle Émission. Dans ce cas, seule la nouvelle Émission au titre de laquelle tout ou partie du solde des $BSA_{ratchet}$ seront exercés sera prise en compte pour la détermination de « P_2 » et de « N »,

décide que la période d'exercice des $BSA_{ratchet}$ expirera le 90ème jour suivant le 31 décembre 2023 à minuit et qu'en outre, les $BSA_{ratchet}$ seront caducs de plein droit immédiatement avant la première cotation de tout ou partie des actions de la Société sur un marché réglementé de l'Union européenne, du Royaume-Uni ou sur le *Nasdaq National Market* ou le *New York Stock Exchange* aux États-Unis d'Amérique (ci-après désignée l'« **Introduction** »), mais ce, sous réserve de sa réalisation définitive,

précise que pour qu'un $BSA_{ratchet}$ soit valablement exercé, la demande d'attribution d'actions (constituée par un bulletin de souscription) devra être adressée par lettre ou courrier recommandé ou avec avis de réception ou remis en main propre et parvenue à la Société au plus tard le 90ème jour suivant le 31 décembre 2023 à minuit ou, si cette date lui est antérieure, au plus tard immédiatement avant l'Introduction, et que lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par chèque, le chèque sera joint à la demande. S'il ne s'agit pas d'un chèque de banque, il ne vaudra libération à sa date de réception que s'il est dûment provisionné ; lorsque le prix de souscription des actions sera libéré par virement bancaire, le prix de souscription devra être parvenu sur le compte de la Société au plus tard dans les dix (10) jours calendaires suivant la date de réception de ladite demande de souscription,

précise que, l'application de la formule de détermination du Nombre d'Actions pouvant être souscrit sur exercice des $BSA_{ratchet}$ pouvant faire apparaître des décimales (après application des règles d'ajustement de « N » prévues ci-dessus), tout titulaire de $BSA_{ratchet}$ fera son affaire du regroupement des droits de souscription résultant de l'exercice de tout ou partie des $BSA_{ratchet}$ qu'il détient et, au cas où ce regroupement ne donnerait pas droit de souscrire un nombre entier d'actions, ce nombre serait arrondi au nombre entier inférieur,

décide que chaque $BSA_{ratchet}$ ne pourra être cédé qu'attaché à l'Action P au titre de laquelle il a été émis, étant précisé que pour les besoins de l'article L. 228-103 du Code de commerce, les $BSA_{ratchet}$ seront considérés comme détachés de l'Action P à compter de leur émission, de sorte que les titulaires de $BSA_{ratchet}$ soient groupés dans une masse dotée de la personnalité civile pour la protection de leurs intérêts communs, conformément aux articles L. 228-98 et suivants du Code de commerce,

précise que les $BSA_{ratchet}$ sont émis sous la forme nominative et feront l'objet d'une inscription en compte au nom du titulaire,

décide en conséquence l'émission des 590.910 actions ordinaires au maximum auxquelles pourrait donner droit l'exercice des $BSA_{ratchet}$, représentant une augmentation maximum de capital égale à 590.910 euros,

précise, en tant que de besoin, qu'en application des articles L. 228-91 et L. 225-132 du Code de commerce, la présente résolution emporte de plein droit au profit des porteurs des ABSA renonciation des Associés à leur droit préférentiel de souscription des actions ordinaires auxquelles les $BSA_{ratchet}$ donnent droit,

décide que les nouvelles actions remises au souscripteur lors de l'exercice des $BSA_{ratchet}$ seront soumises à toutes les stipulations statutaires, porteront jouissance dès leur création et auront droit au dividende versé, le cas échéant, au titre de l'exercice en cours lors de leur souscription,

décide que la Société ne pourra modifier sa forme, son objet social et les règles de répartition de ses bénéfices ainsi qu'amortir son capital et émettre des actions de préférence, à moins d'y être autorisée par les titulaires de $BSA_{ratchet}$ dans les conditions prévues à l'article L. 228-103 du Code de commerce.

En outre, la protection des droits des titulaires des $BSA_{ratchet}$ sera assurée dans les conditions prévues à l'Annexe 1 des présentes.

La collectivité des Associés **décide** que le Président de la Société aura tous pouvoirs aux fins de :

- Recueillir les souscriptions des ABSA et les versements y afférents ;
- Utiliser les facultés de réduction prévues par les dispositions légales et réglementaires en vigueur, visées à l'article L. 225-134 du Code de commerce, dans l'ordre qu'il déterminera ;
- Procéder à la clôture anticipée de la souscription dès lors que toutes les ABSA auront été souscrites ou proroger sa date, le cas échéant ;
- Obtenir le certificat attestant la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital ;
- Constater la libération et la réalisation de l'Augmentation de Capital ;
- Modifier corrélativement les statuts ;
- Procéder au retrait des fonds après la réalisation de l'Augmentation de Capital ;
- Accomplir, directement ou par mandataire, tous actes et formalités à l'effet de rendre définitive l'Augmentation de Capital décidée conformément aux termes de la présente résolution ;
- Recueillir les souscriptions des actions ordinaires dont l'émission résulterait de l'exercice des $BSA_{ratchet}$, ainsi que les versements permettant la libération desdites souscriptions ;
- Constater le nombre d'actions ordinaires émises par suite d'exercice des $BSA_{ratchet}$, procéder aux formalités consécutives aux augmentations de capital correspondantes et apporter aux statuts les modifications corrélatives ;
- Prendre toute disposition pour assurer la protection des porteurs de $BSA_{ratchet}$ en cas d'opération financière concernant la Société, et ce conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur ; et
- D'une manière générale, prendre toute mesure et effectuer toute formalité utile à la présente émission.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

QUATRIEME RESOLUTION

(Suppression du droit préférentiel de souscription des Associés au profit de personnes dénommées)

La collectivité des Associés à l'exception de l'Associé au bénéfice duquel il est proposé de supprimer le droit préférentiel de souscription, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 19.6 des statuts de la Société pour les Assemblées Générales extraordinaires, connaissance prise (i) du rapport du Président et (ii) de l'avis préalable du Comité Consultatif de la Société,

en conséquence de l'adoption de la résolution qui précède relative à l'émission d'un total de 59.091 ABSA,

décide de supprimer le droit préférentiel de souscription réservé aux Associés par l'article L. 225-132 du Code de commerce et de réserver la souscription des 59.091 ABSA aux personnes suivantes et dans les proportions figurant en face de leur nom :

Bénéficiaires du droit préférentiel de souscription	Nombre d'ABSA	Montant de la souscription (en euros)
Monsieur Vincent GENTIL	1.519	49.990,29
La société FRALEM	303	9.971,73
La société MAIF AVENIR	9.115	299.974,65
La société MALMOUSQUE INVEST	7.596	249.984,36
Monsieur Édouard COLIN	3.038	99.980,58
La société GAROM FINANCES	1.519	49.990,29
La société PLT INVESTISSEMENTS	1.519	49.990,29
Monsieur Armand DE VILLOUTREYS DE BRIGNAC	1.519	49.990,29
Monsieur Paul ARCHAMBEAUD	911	29.981,01
Monsieur Nicolas BUGELLI	1.063	34.983,33
Madame Anh Dào ME-MOUGAMADOU	303	9.971,73
Monsieur Ghislain MANDULA	1.519	49.990,29
La société Financière EH	3.038	99.980,58
Monsieur Alain DASSAS	759	24.978,69
Monsieur Jean-Charles HERRENSCHMIDT	911	29.981,01
La société JPC Investissements et conseils	1.519	49.990,29
La société CHANTAL BAUDRON SAS	911	29.981,01
Monsieur Jérôme STOLL	759	24.978,69
La société IMA PARTICIPATIONS	21.270	699.995,70
Total	**59.091**	**1.944.684,81**

décide d'agréer en tant que de besoin les bénéficiaires du droit préférentiel de souscription ci-dessus mentionnés en qualité de nouveaux Associés de la Société.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

CINQUIEME RESOLUTION

(Refonte des statuts de la Société et adoption de nouveaux statuts de la Société sous condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital)

La collectivité des Associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 19.6 des statuts de la Société pour les Assemblées Générales extraordinaires, après avoir pris connaissance (i) du rapport du Président et (ii) de l'avis préalable du Comité Consultatif de la Société,

sous la condition suspensive de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital,

décide, de procéder à une refonte totale des statuts de la Société existant et de les remplacer par les nouveaux statuts, tel qu'ils figurent en Annexe 2 du présent procès-verbal, dont le projet a été préalablement communiqué aux Associés dans le rapport du Président et **décide**, dans le cadre de cette refonte totale des statuts d'apporter aux statuts notamment les modifications suivantes :

- Modification de l'article 5 des statuts de la Société relatif à la durée ;
- Modification de l'article 11 des statuts de la Société relatif à la transmission des actions ;
- Suppression du droit de préemption régissant les cessions d'actions ;
- Suppression de l'agrément régissant les cessions d'actions ;
- Modification de l'article 15.1.1 des statuts de la Société relatif à la nomination et au renouvellement du mandat du Président de la Société ;
- Modification de l'article 15.1.3 des statuts de la Société relatif à la démission et à la révocation du Président de la Société ;
- Modification de l'article 18 des statuts de la Société relatif à la représentation sociale ;
- Modification de l'article 19.1 des statuts de la Société relatif aux décisions collectives des Associés ;
- Ajout d'un article 19.6 aux statuts de la Société relatif à la possibilité pour les Associés de prendre une décision collective par acte sous seing privé ;
- Modification de l'article 19.6 relatif aux majorités des décisions collectives des Associés de la Société ;
- Modification de l'article 21 des statuts de la Société relatif aux modifications dans le contrôle d'un associé ;
- Suppression de l'article 22 des statuts de la Société relatif à l'exclusion des Associés ;
- Modification de l'article 23 des statuts de la Société relatif à l'exercice social,

précise, en tant que de besoin, que les modifications statutaires ainsi décidées n'auront pas d'incidence sur la dénomination sociale et la durée de la Société qui restent inchangées,

adopte en conséquence, article par article puis dans son ensemble, le texte des nouveaux statuts qui comportent l'ensemble des modifications requises par la présente résolution, et

précise que les nouveaux statuts de la Société entreront en vigueur à compter de la réalisation définitive de l'Augmentation de Capital.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

[…]

DU RESSORT DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

[…]

QUATORZIEME RESOLUTION

(Pouvoirs en vue de l'accomplissement des formalités)

La collectivité des Associés, statuant aux conditions de quorum et de majorité requises par l'article 19.6 des statuts de la Société pour les Assemblées Générales ordinaires, **décide** de donner tout pouvoir au porteur d'un original, d'un extrait ou d'une copie certifiée des présentes en vue de l'accomplissement de toutes formalités.

Cette résolution mise aux voix, est adoptée.

***

[...]



Monsieur Alexandre POISSON
Président
Certifié conforme

Annexe 1

Maintien des droits des titulaires de $BSPCE_{2019\text{-}1}$ /$BSPCE_{2019\text{-}2}$ /BSA_{2019} et de $BSA_{Ratchet}$

Le maintien des droits des titulaires de $BSPCE_{2019\text{-}1}$ /$BSPCE_{2019\text{-}2}$ /BSA_{2019} et de $BSA_{Ratchet}$ (ci-après désignés les « **Titulaires de Valeurs mobilières** ») sera assuré dans les conditions prévues ci-après :

Les Titulaires de Valeurs mobilières seront groupés en une ou plusieurs masses distinctes jouissant de la personnalité civile dans les conditions fixées par les articles L. 228-103 et suivants du Code de commerce.

Les assemblées générales desdites masses seront notamment appelées à autoriser toutes modifications des termes et conditions des $BSPCE_{2019\text{-}1}$/$BSPCE_{2019\text{-}2}$/BSA_{2019} et $BSA_{Ratchet}$ (ci-après désignés les « **Bons** ») qu'elles représentent et à statuer sur toute décision touchant aux conditions de souscription ou d'attribution de titres de capital déterminées au moment de l'émission de chacun des Bons.

Il est rappelé qu'en application de l'article L. 228-98 du Code de commerce :

- En cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les droits des titulaires des Bons quant au nombre d'actions à recevoir sur exercice des Bons seront réduits en conséquence comme si lesdits titulaires avaient été associés dès la date d'émission des Bons ;

- En cas de réduction de capital motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les Bons donnent droit ne variera pas, la prime d'émission étant augmentée du montant de la diminution de la valeur nominale.

En outre,

- En cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution de la valeur nominale des actions, le prix de souscription des actions auxquelles les Bons donnent droit sera réduit à due concurrence ;

- En cas de réduction de capital non motivée par des pertes par voie de diminution du nombre des actions, les titulaires des Bons, s'ils exercent leurs Bons, pourront demander le rachat de leurs actions dans les mêmes conditions que s'ils avaient été associés au moment du rachat par la Société de ses propres actions.

Tant que les Bons n'auront pas été exercés, la Société ne pourra procéder aux opérations nécessitant la protection des droits des Titulaires de Valeurs mobilières en vertu des dispositions de l'article L. 228-99 du Code de commerce qu'à la condition d'informer les Titulaires de Valeurs mobilières et de réserver leurs droits dans les conditions définies par les dispositions légales et règlementaires (que les Bons aient été détachés ou non des actions auxquels ils sont respectivement attachés).

Pour le cas où il serait nécessaire de procéder à l'ajustement prévu à l'article L. 228-99 3° du Code de commerce, l'ajustement serait réalisé en appliquant la méthode prévue à l'article R. 228-91 du Code de commerce, étant précisé que la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription seraient, si besoin était, déterminées par le président, sur rapport spécial du commissaire aux comptes devant confirmer cette valeur, en fonction du prix de souscription, d'échange ou de vente par action retenu lors de la dernière opération intervenue sur le capital de la Société (augmentation de capital, apport de titres, vente d'actions, etc.) au cours des six (6) mois

AP

précédant la décision du président. A défaut de réalisation d'une telle opération au cours de cette période, la valeur du droit préférentiel de souscription comme la valeur de l'action avant détachement du droit de souscription sera fonction de tout autre paramètre financier qui apparaîtra pertinent au président (et qui serait validé par le commissaire aux comptes de la Société).

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-101 du Code de commerce, à compter de l'émission des Bons, et tant qu'il existera des Bons, en cas d'absorption de la Société par une autre société, de fusion de la Société avec une ou plusieurs autres sociétés pour former une société nouvelle ou en cas de scission, les Titulaires de Valeurs mobilières pourront exercer leurs droits dans la ou les sociétés bénéficiaires des apports.

Le nombre de titres de capital de la ou des sociétés absorbantes ou nouvelles auxquels ils pourront prétendre sera déterminé en corrigeant le nombre de tittes qu'il est prévu d'émettre ou d'attribuer en fonction du nombre d'actions à créer par la ou les sociétés bénéficiaires des apports, étant précisé, à cet égard, que le Commissaire aux apports désigné dans le cadre de l'opération de fusion ou scission émettra un avis sur le nombre de titres ainsi créés.

Il est précisé que :

- L'approbation du projet de fusion ou de scission par les actionnaires de la ou des sociétés bénéficiaires des apports ou de la ou des sociétés nouvelles emportera renonciation par lesdits actionnaires à leur droit préférentiel de souscription des titres créés au profit du Titulaire des Valeurs mobilières ;

- La ou les sociétés bénéficiaires des apports ou la ou les sociétés nouvelles seront substituées de plein droit à la Société dans ses obligations envers le Titulaire de Valeurs mobilières.

En cas de fusion par voie d'absorption de la Société, chaque Titulaire de Valeurs mobilières sera averti comme et recevra les mêmes informations que s'il était associé afin de pouvoir, s'il le souhaite, exercer son droit à la souscription d'actions.

Conformément aux dispositions de l'article L. 228-102 du Code de commerce, mais hors le cas de dissolution anticipée de la Société ne résultant pas d'une fusion ou d'une scission, la Société n'est pas autorisée à imposer aux Titulaires de Valeurs mobilières le rachat ou le remboursement de leurs droits.

AP

Annexe 2

Statuts refondus de la Société

STATUS MIS A JOUR SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
EN DATE DU 12 AVRIL 2019

Certifiés conformes par le Président

Monsieur Alexandre POISSON

TITRE I. FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et en particulier par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce, ainsi que par les stipulations des présents statuts et celles du pacte d'associés ou du pacte simplifié conclus le 12 avril 2019 entre l'ensemble des titulaires de titres de la Société (tel qu'ils pourront être modifiés par tous avenants) (ci-après désigné le « **Pacte d'Associés** »).

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés (ci-après désignés les « **Associés** »). Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement en France et en tous pays :

- Le courtage en matière de vente et de location de places de parking, la mise en relation de propriétaires de places de parking, particuliers ou professionnels, avec des clients désireux d'acquérir ou de louer une place de parking, en fonction de caractéristiques recherchées (notamment situation géographique, taille, prix) et moyennant une rémunération forfaitaire fixée contractuellement ;

- La réalisation de prestations de services, dans tous domaines d'activités, et notamment de services complémentaires visant à faciliter la conclusion et l'exécution de la vente ou de la location de places de parking, à proposer un service d'entretien des véhicules ou encore à permettre la réservation par les clients de voiturier via le site internet et l'application mobile de la Société ;

- La mise en place d'un service de voiturier au profit des clients de la Société ;

- L'activité de convoyage automobile au profit de professionnels et de particuliers ;

- La conception, l'édition, le développement et l'exploitation de sites internet et applications mobiles, et notamment de la plateforme www.parkadom.com, dans tous domaines d'activités, permettant notamment la mise en relation de propriétaires de places de parking, particuliers ou professionnels, avec des clients désireux d'acquérir ou de louer une place de parking ;

- Le développement, la conception, la commercialisation et l'exploitation d'objets y compris d'objets connectés, permettant notamment le contrôle d'accès ;

- L'activité de collecte, de traitement, d'exploitation et de commercialisation de données ;

- La négociation de licences et plus généralement de tout droit de propriété intellectuelle ;

- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de toutes marques, de tous procédés et brevets, et plus largement de tout droit de propriété intellectuelle concernant ces activités ;

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, de

souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ;

- Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, mobilières ou immobilières, commerciales, financières ou industrielles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale : « **AB2P** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **36 rue Scheffer – 75116 Paris**, situé dans le ressort du Tribunal de commerce de Paris, lieu de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le transfert du siège social, situé en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision du Président, sous réserve de ratification par l'Associé unique ou la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société a été fixée lors de sa constitution à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut, par décision de l'Associé unique ou la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une délibération de l'Associé unique ou de la collectivité des Associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout Associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

AP

TITRE II. APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – APPORTS

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports en numéraire et ont été, dès avant ce jour, intégralement souscrites et libérées en totalité.

Le recours à un commissaire aux apports n'étant pas obligatoire en vertu de l'article L.223-9 du Code de commerce lorsque la valeur d'aucun apport en nature n'excède 7.500 (sept mille cinq cents) euros et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social, il a été procédé aux apports en nature suivants :

Monsieur Alexandre POISSON a apporté à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- Un ordinateur portable pour un montant de 1.500 (mille cinq cents) euros ;
- Une chaise de bureau d'une valeur de 150 (cent cinquante) euros ;
- Un bureau d'une valeur de 1.600 (mille six cents) euros,

Monsieur Benjamin POZZI a apporté à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- Un ordinateur portable pour un montant de 1.500 (mille quatre cents) euros ;
- Un bureau d'une valeur de 250 (deux cents cinquante) euros.

Les Associés ayant constaté que les conditions prévues par l'article L.223-9 du Code de commerce étaient réunies ont décident à l'unanimité, de ne pas recourir à un commissaire aux apports et d'évaluer la totalité des apports en nature, net de tout passif, à la somme de 5.000 (cinq mille) euros.

Il a également été procédé aux apports en numéraire suivants :

- Par Monsieur Alexandre POISSON : pour une somme de 6.500 (six mille cinq cents) euros ;
- Par Monsieur Benjamin POZZI : pour une somme de 3.500 (trois mille cinq cents) euros.

Les versements des fonds correspondants ont été régulièrement déposés sur un compte ouvert au nom de la société en formation, auprès du Crédit Industriel et Commercial (CIC) sise au 112 avenue Kleber – 75016 Paris, dépositaire des fonds et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat, établi conformément à la loi et délivré par ledit dépositaire le 25 juillet 2012, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

Les apports en nature s'élevant à 5000 euros et les apports en numéraire à 10.000 euros, le montant total des apports lors de la constitution de la Société s'élevait à 15.000 euros.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 février 2013, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 10.000 (dix mille) euros par compensation ayant entraîné l'émission de 10.000 actions nouvelles de 1 (un) euro chacune.

Aux termes de cette même Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 5.000 (cinq mille) euros par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 5.000 actions nouvelles de 1 (un) euro, émises au prix de 10 euros chacune.

En outre, dans ce cadre, une somme de 45.000 (quarante-cinq mille) euros correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société au titre de cette opération.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 50.000 (cinquante mille) euros.

Aux termes de cette même Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 45.000 (quarante-cinq mille) euros par voie d'incorporation d'une partie du compte « prime d'émission », la valeur nominale des actions de la Société passant ainsi de 1 euro à 2,5 euros.

Aux termes d'une Assemblée Générale en date du 30 mai 2014, la valeur nominale des actions composant le capital social de la Société a été divisée par 2,5, laquelle sera dorénavant de 1 (un) euro, et le nombre d'actions a été multiplié par 2,5, le nombre d'actions a ainsi été porté de 30.000 (trente mille) actions à 75.000 (soixante-quinze mille) actions.

Aux termes d'une décision du Président en date du 3 octobre 2014, et suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 mai 2014, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 32.804 (trente-deux mille huit cent quatre) euros par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 32.804 (trente-deux mille huit cent quatre) actions nouvelles de 1 (un) euro chacune.

En outre, dans ce cadre, une somme de 317.214,68 euros (trois cent dix-sept mille deux cent-quatorze euros et soixante-huit centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société au titre de cette opération.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 350.018,68 euros (trois cent cinquante mille dix-huit euros et soixante-huit centimes).

Aux termes d'une décision du Président en date du 13 août 2015, et suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 juillet 2015, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 3.937 (trois mille neuf cent trente-sept) euros par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 3.937 (trois mille neuf cent trente-sept) actions nouvelles de 1 (un) euro chacune.

En outre, dans ce cadre, une somme de 38.070,79 euros (trente-huit mille soixante-dix euros et soixante-dix-neuf centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société au titre de cette opération.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 42.007,79 euros (quarante-deux mille sept euros et soixante-dix-neuf centimes).

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2016 et suivant décision du Président en date du 12 avril 2016, le capital social a été augmenté d'un montant de 15.367 (quinze mille trois cent soixante-sept) euros par la création de 15.367 actions nouvelles d'une valeur nominale d'1 euro.

En outre, une somme de 259.702,30 € (deux cent cinquante-neuf mille sept cent deux euros et trente centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 275.069,30 € (deux cent soixante-quinze mille soixante-neuf euros et trente centimes).

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire en date du 6 juin 2016 et suivant décision du Président en date du 11 juin 2016, le capital social a été augmenté d'une somme totale

AP

de 1.063 € (mille soixante-trois euros) par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 1.063 actions nouvelles de 1€ (un) euro chacune.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 128.171 € (cent vingt-huit mille cent soixante et onze euros), divisé en 128.171 (cent vingt-huit mille cent soixante et onze) actions égales de 1 € (un euro), de même catégorie et libérées en totalité de leur valeur nominale.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, dans le respect des éventuelles obligations pouvant résulter du Pacte d'Associés.

I - Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- Soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société ;
- Soit de l'utilisation de ressources propres à la Société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- Soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- Soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du Président est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des Associés délibère aux conditions de majorité prévues par les décisions extraordinaires.

Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des Associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs Associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque Associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit,

notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

IV - Enfin, la collectivité des Associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire ont été libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre procédé équivalent, adressée à chaque Associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'Associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société au siège social.

A la demande d'un Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

AP

TITRE III. TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Le Pacte d'Associés prévoit certaines règles applicables aux transferts des valeurs mobilières émises par la Société, notamment une inaliénabilité temporaire, un droit de préemption, des obligations de sortie et un droit de sortie conjointe proportionnelle et totale.

Les actions et, plus généralement, toutes les valeurs mobilières émises par la Société, ne peuvent être transférées par une partie au Pacte d'Associés qu'en stricte conformité avec les stipulations du Pacte d'Associés et de ses avenants, à moins que toutes les parties au Pacte d'Associés ne décident de renoncer à l'unanimité à son application à l'occasion d'un transfert considéré. Tout transfert réalisé en violation du Pacte d'Associés, sauf accord contraire unanime des Associés, sera réputé avoir été réalisé en violation des présents statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1. Droits et obligations générales

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part déterminée par les présents statuts.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les délibérations, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les statuts.

Les Associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des Associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

12.2. Droit de vote

AP

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

12.3. Droits dans les bénéfices et sur l'actif social

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours comme en cas de liquidation, sous réserve de l'application des éventuelles dispositions du Pacte d'Associés.

ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les Associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit êtte notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 14 - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les Associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les Associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'Associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives ordinaires et à l'Associé détenant la nue-propriété pour les délibérations concernant les décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les Associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre procédé équivalent à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'Associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites sont réglés en l'absence de conventions spéciales entre les Associés, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'Associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'Associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'Associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'Associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'Associé détenant la nue-propriété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'Associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un Associé de ses actions, l'Associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

TITRE IV. DIRECTION DE LA SOCIETE – REPRESENTATION SOCIALE

ARTICLE 15 – DIRECTION DE LA SOCIETE

15.1 Président

La Société est dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique associée ou non, salariée ou non de la Société, soit une personne morale associée ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés à la Société. Si la personne morale Président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.1.1. Nomination- Renouvellement

Le Président est nommé ou renouvelé par une décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

15.1.2. Durée du mandat

Sauf décision contraire le Président est désigné sans limitation de durée.

Si toutefois cette durée venait à être limitée, le mandat prendrait alors fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les fonctions du Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

15.1.3 Démission – Révocation

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des Associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire. La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des Associés par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre procédé équivalent.

Le Président sera révocable à tout moment par décision de la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, sans que, pour autant, la nouvelle nomination emporte modification des statuts.

15.1.4. Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'Assemblée Générale. Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

15.1.5. Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Par application des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce et comme il sera ci-après relaté, toutes décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital de la Société, de fusion, de scission, de dissolution, de nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices relèvent de la compétence exclusive de la collectivité des Associés.

Le Président dirige et administre la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour organiser, gérer, orienter les activités de la Société dans les limites de l'objet social, sous réserve des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des Associés.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

15.2. Directeur Général et/ou Directeur Général Délégué

15.2.1. Nomination

Sur proposition du Président, la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires peut nommer une ou plusieurs personne(s) physique ou morale, salariée ou non, chargée d'assister le Président et portant le titre de Directeur Général et/ou de Directeur Général Délégué.

La personne morale Directeur Général ou Directeur Général Délégué est représentée par son représentant légal sauf si lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés à la Société. Si la personne morale Directeur Général met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général ou Directeur Général Délégué, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient

Directeur Général ou Directeur Général Délégué en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué, personne physique, peuvent être lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

15.2.2. Durée des fonctions

Sauf décision contraire, le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué sont nommés sans limitation de durée, leurs mandats ne peuvent néanmoins excéder la durée du mandat du Président.

Si cette durée est limitée, leurs mandats prennent fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les mandats du Directeur Général et du Directeur Général Délégué sont renouvelables sans limitation.

15.2.3 Démission - Révocation

Les fonctions de Directeur Général et de Directeur Général Délégué prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de leur mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de l'un d'entre eux d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des Associés qui aura à statuer sur leur remplacement.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont révocables à tout moment par décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

15.2.4. Rémunération

Le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué peuvent recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à leurs fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué peuvent cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail effectif. Le contrat de travail pourra être préexistant ou consenti par le Président après leur nomination en qualité de directeurs.

15.2.5 Pouvoirs des Directeurs Généraux

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué disposent des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

AP

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général et du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des Associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales n'ont pas à être portées à la connaissance du commissaire aux comptes. Tout Associé a néanmoins le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Lorsque les conditions légales sont réunies, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants exerçant leur mission conformément à la loi et désignés par décision de la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de collectivité des Associés.

ARTICLE 18 - REPRESENTATION SOCIALE

Les dispositions ci-après s'appliquent lorsque la règlementation exige que la Société institue un Comité social et économique.

AP

Les délégués du Comité social et économique exercent auprès du Président les droits définis par les articles L. 2312-72 à L. 2312-77 du Code du travail.

A cet effet le Président avise par tous moyens à sa convenance les délégués du Comité social et économique de la réunion qu'il projette de tenir et les réunit.

En application des dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail deux Membres désignés par le Comité social et économique peuvent assister aux assemblées générales prévues par les statuts. Ils doivent à leur demande être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des Associés.

En application des dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail le Comité social et économique représenté par un de ses Membres mandaté à cet effet, peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées générales.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le Comité social et économique doivent être adressées par un représentant du Comité au Président. Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolution peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des Associés, le Président en accuse réception immédiatement.

Le Comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

TITRE V. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 19 - DECISIONS DES ASSOCIES

19.1. Décisions collectives

Les Associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du Président de la société ;
- Nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ;
- Fixation de la rémunération du Président, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ;
- Transfert du siège social, création, déplacement et fermeture de succursales, agences et dépôts sous réserve des pouvoirs attribués au Président en vertu de l'article 4 des présents Statuts ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société.

Toute autre décision relève de la compétence du Président, sauf dans les cas où l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.

Les décisions des associés résultent, au choix de l'auteur de la convocation d'un vote par écrit ou d'une assemblée générale selon les modalités ci-dessous.

Les décisions collectives des Associés peuvent aussi être constatées dans un acte exprimant leur consentement unanime signé par tous les associés ou leurs mandataires dûment habilités.

19.2. Modes de consultation

Sauf les cas prévus ci-avant, les décisions collectives des Associés sont prises, au choix du Président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par tous procédés de communication écrite y compris par courrier électronique, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé. Tous moyens de communication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des Associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les Associés même absents, dissidents ou incapables.

19.3. Nature des décisions

Les décisions collectives des Associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des Associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

19.4. Convocation – Réunion – Représentation

Les consultations de la collectivité des Associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence du Président, par un mandataire désigné en justice.

En outre, le commissaire aux comptes, s'il en existe, peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des Associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des Associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite y compris par courrier électronique, huit jours (8) avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai sous réserve du respect des prérogatives des délégués du Comité social et économique et de la mission du Commissaire aux comptes.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les Associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre Associé de leur choix.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

19.5. Consultation écrite et consultation par téléconférence

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des Associés par tout moyen de communication, y compris par courrier électronique, un formulaire de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux Associés ;

- La date à laquelle la société devra avoir reçu les formulaires de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des formulaires sera de dix jours à compter de la date d'expédition du formulaire de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;
- L'adresse (y compris électronique) à laquelle doivent être retournés les formulaires.

Chaque Associé devra compléter le formulaire de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote, le vote peut être émis par tout moyen. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque Associé doit retourner un exemplaire de ce formulaire de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet.

De même si le Président l'autorise pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie de courriel.

Pour qu'une télécopie ou un courriel soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision, un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé sera considéré comme s'abstenant.

Le défaut de réponse d'un Associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'Associé concerné. Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier formulaire de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des formulaires, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations. Les formulaires de vote, les preuves d'envoi de ces formulaires et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des Associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des Associés ayant voté ;
- Celle des Associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des Associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite, y compris par courrier électronique, à chacun des Associés. Les Associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite, y compris par courrier électronique. En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux Associés et les copies en retour signées des Associés sont conservées au siège social.

Le Commissaire aux comptes, s'il en existe, est tenu informé des décisions arrêtées par les Associés.

19.6 Actes sous seing privé

AP

Les Associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte sous seing privé ; l'apposition des paraphes et signatures de tous les Associés sur ce document unique vaut prise de décision.

Le(s) commissaire(s) aux comptes est (sont) tenu(s) informé(s) du projet d'acte sous seing privé ; une copie de l'acte projeté lui(leur) est adressée sur simple demande.

Cet acte devra mentionner les conditions d'information préalable des Associés et, s'il y a lieu, les documents communiqués ou sur lesquels portent les décisions à prendre, la date, l'objet de l'acte, la nature précise de la décision à adopter et l'identité (nom, prénoms) de chacun des signataires du document.

19.7. Majorités

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- À la majorité des 2/3 soit soixante-six pourcent (66%) des voix des Associés présents, représentés ou votant par correspondance pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,

- À la majorité de cinquante et un pourcent (51%) des voix des Associés présents, représentés ou votant par correspondance pour toutes autres décisions ordinaires.

Toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs Associés, ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

19.8. Tenue des registres

Les décisions collectives des Associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés. Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le Président de séance. Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 20 – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque Associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des Associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux Associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des Associés représentés ;
- Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

AP

ARTICLE 21 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Tous les Associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs Associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces Associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la Société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une Société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2013.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.
Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

La collectivité des Associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur

AP

ce bénéfice, la collectivité des Associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau. Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des Associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des Associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des Associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 25 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des Associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le Président. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des Associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque Associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'Associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des Associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

AP

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

AP

TITRE VII. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL - TRANSFORMATION - DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les six mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des Associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des Associés tendant à la poursuite des activités sociales ne recevait pas l'approbation de la collectivité des Associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des Associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des Associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les Associés le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des Associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en Société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des Associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en Société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

AP

La transformation en Société anonyme est prise sur le rapport d'un commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des Associés ou à des tiers.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des Associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Les Associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du Président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les Associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des Associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les Associés en proportion de leur participation dans le capital social sous réserve de l'application des éventuelles dispositions du Pacte d'Associés.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les Associés titulaires de ses actions, soit entre les Associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.

DEPOT D'ACTE

DATE DEPOT : 13-05-2019

N° DE DEPOT : 2019R055353

N° GESTION : 2012B16452

N° SIREN : 752998161

DENOMINATION : AB2P

ADRESSE : 36 rue Scheffer 75116 Paris

DATE D'ACTE : 24-04-2019

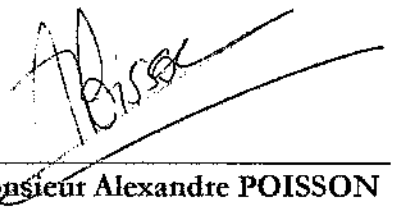
TYPE D'ACTE : Statuts mis à jour

NATURE D'ACTE :

AB2P
Société par actions simplifiée
Au capital de 208.808 euros
Siège social : 36 rue Scheffer – 75116 Paris
752 998 161 RCS Paris
(ci-après désignée la « **Société** »)

STATUS MIS A JOUR SUITE AUX DECISIONS DU PRESIDENT
EN DATE DU 24 AVRIL 2019

Certifiés conformes par le Président



Monsieur Alexandre POISSON

TITRE I. FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE

ARTICLE 1 - FORME

La Société est une société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur et en particulier par les articles L. 227-1 à L. 227-20 du Code de commerce, ainsi que par les stipulations des présents statuts et celles du pacte d'associés ou du pacte simplifié conclus le 12 avril 2019 entre l'ensemble des titulaires de titres de la Société (tel qu'ils pourront être modifiés par tous avenants) (ci-après désigné le « **Pacte d'Associés** »).

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés (ci-après désignés les « **Associés** »). Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet, directement ou indirectement en France et en tous pays :

- Le courtage en matière de vente et de location de places de parking, la mise en relation de propriétaires de places de parking, particuliers ou professionnels, avec des clients désireux d'acquérir ou de louer une place de parking, en fonction de caractéristiques recherchées (notamment situation géographique, taille, prix) et moyennant une rémunération forfaitaire fixée contractuellement ;

- La réalisation de prestations de services, dans tous domaines d'activités, et notamment de services complémentaires visant à faciliter la conclusion et l'exécution de la vente ou de la location de places de parking, à proposer un service d'entretien des véhicules ou encore à permettre la réservation par les clients de voiturier via le site internet et l'application mobile de la Société ;

- La mise en place d'un service de voiturier au profit des clients de la Société ;

- L'activité de convoyage automobile au profit de professionnels et de particuliers ;

- La conception, l'édition, le développement et l'exploitation de sites internet et applications mobiles, et notamment de la plateforme www.parkadom.com, dans tous domaines d'activités, permettant notamment la mise en relation de propriétaires de places de parking, particuliers ou professionnels, avec des clients désireux d'acquérir ou de louer une place de parking ;

- Le développement, la conception, la commercialisation et l'exploitation d'objets y compris d'objets connectés, permettant notamment le contrôle d'accès ;

- L'activité de collecte, de traitement, d'exploitation et de commercialisation de données ;

- La négociation de licences et plus généralement de tout droit de propriété intellectuelle ;

- La prise, l'acquisition, l'exploitation ou la cession de toutes marques, de tous procédés et brevets, et plus largement de tout droit de propriété intellectuelle concernant ces activités ;

- La participation de la Société, par tous moyens, directement ou indirectement, à toutes opérations pouvant se rattacher à son objet par voie de création de Sociétés nouvelles, d'apport, de souscription ou d'achat de titres ou droits sociaux, de fusion ou autrement, de création, d'acquisition, de location, de prise en location-gérance de tous fonds de commerce ou établissements ;

- Et plus généralement, toutes opérations de quelque nature qu'elles soient, mobilières ou immobilières, commerciales, financières ou industrielles pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social et à tous objets similaires, connexes ou complémentaires, de nature à favoriser son extension ou son développement.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La Société a pour dénomination sociale : « **AB2P** ».

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination sera précédée ou suivie immédiatement des mots écrits lisiblement « Société par Actions Simplifiée » ou des initiales « S.A.S. », de l'énonciation du montant du capital social, ainsi que le numéro d'identification SIREN et la mention RCS suivie du nom de la ville où se trouve le greffe où elle sera immatriculée.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé **36 rue Scheffer – 75116 Paris**, situé dans le ressort du Tribunal de commerce de Paris, lieu de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés.

Le transfert du siège social, situé en tous lieux ou à l'étranger interviennent sur décision du Président, sous réserve de ratification par l'Associé unique ou la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société a été fixée lors de sa constitution à quatre-vingt-dix-neuf (99) années, à compter de son immatriculation au Registre du Commerce, sauf dissolution anticipée ou prorogation.

Cette durée peut, par décision de l'Associé unique ou la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, être prorogée une ou plusieurs fois sans que chaque prorogation puisse excéder quatre-vingt-dix-neuf (99) ans.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, le Président doit provoquer une délibération de l'Associé unique ou de la collectivité des Associés à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. A défaut, tout Associé peut demander au Président du Tribunal de commerce du lieu du siège social statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice chargé de provoquer la délibération et la décision ci-dessus prévues.

TITRE II. APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – APPORTS

Toutes les actions d'origine formant le capital initial représentent des apports en numéraire et ont été, dès avant ce jour, intégralement souscrites et libérées en totalité.

Le recours à un commissaire aux apports n'étant pas obligatoire en vertu de l'article L.223-9 du Code de commerce lorsque la valeur d'aucun apport en nature n'excède 7.500 (sept mille cinq cents) euros et si la valeur totale de l'ensemble des apports en nature non soumis à l'évaluation d'un commissaire aux apports n'excède pas la moitié du capital social, il a été procédé aux apports en nature suivants :

Monsieur Alexandre POISSON a apporté à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- Un ordinateur portable pour un montant de 1.500 (mille cinq cents) euros ;
- Une chaise de bureau d'une valeur de 150 (cent cinquante) euros ;
- Un bureau d'une valeur de 1.600 (mille six cents) euros,

Monsieur Benjamin POZZI a apporté à la Société, sous les garanties ordinaires et de droit, les biens ci-après désignés et estimés comme suit :

- Un ordinateur portable pour un montant de 1.500 (mille quatre cents) euros ;
- Un bureau d'une valeur de 250 (deux cents cinquante) euros.

Les Associés ayant constaté que les conditions prévues par l'article L.223-9 du Code de commerce étaient réunies ont décident à l'unanimité, de ne pas recourir à un commissaire aux apports et d'évaluer la totalité des apports en nature, net de tout passif, à la somme de 5.000 (cinq mille) euros.

Il a également été procédé aux apports en numéraire suivants :

- Par Monsieur Alexandre POISSON : pour une somme de 6.500 (six mille cinq cents) euros ;
- Par Monsieur Benjamin POZZI : pour une somme de 3.500 (trois mille cinq cents) euros.

Les versements des fonds correspondants ont été régulièrement déposés sur un compte ouvert au nom de la société en formation, auprès du Crédit Industriel et Commercial (CIC) sise au 112 avenue Kleber – 75016 Paris, dépositaire des fonds et les versements des souscripteurs ont été constatés par un certificat, établi conformément à la loi et délivré par ledit dépositaire le 25 juillet 2012, auquel est demeurée annexée la liste des souscripteurs avec l'indication, pour chacun d'eux, des sommes versées.

Les apports en nature s'élevant à 5000 euros et les apports en numéraire à 10.000 euros, le montant total des apports lors de la constitution de la Société s'élevait à 15.000 euros.

Aux termes d'une Assemblée Générale Extraordinaire en date du 27 février 2013, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 10.000 (dix mille) euros par compensation ayant entraîné l'émission de 10.000 actions nouvelles de 1 (un) euro chacune.

Aux termes de cette même Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 5.000 (cinq mille) euros par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 5.000 actions nouvelles de 1 (un) euro, émises au prix de 10 euros chacune.

En outre, dans ce cadre, une somme de 45.000 (quarante-cinq mille) euros correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société au titre de cette opération.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 50.000 (cinquante mille) euros.

Aux termes de cette même Assemblée Générale Extraordinaire, le capital social a été augmenté d'un montant nominal de 45.000 (quarante-cinq mille) euros par voie d'incorporation d'une partie du compte « prime d'émission », la valeur nominale des actions de la Société passant ainsi de 1 euro à 2,5 euros.

Aux termes d'une Assemblée Générale en date du 30 mai 2014, la valeur nominale des actions composant le capital social de la Société a été divisée par 2,5, laquelle sera dorénavant de 1 (un) euro, et le nombre d'actions a été multiplié par 2,5, le nombre d'actions a ainsi été porté de 30.000 (trente mille) actions à 75.000 (soixante-quinze mille) actions.

Aux termes d'une décision du Président en date du 3 octobre 2014, et suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 30 mai 2014, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 32.804 (trente-deux mille huit cent quatre) euros par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 32.804 (trente-deux mille huit cent quatre) actions nouvelles de 1 (un) euro chacune.

En outre, dans ce cadre, une somme de 317.214,68 euros (trois cent dix-sept mille deux cent-quatorze euros et soixante-huit centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société au titre de cette opération.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 350.018,68 euros (trois cent cinquante mille dix-huit euros et soixante-huit centimes).

Aux termes d'une décision du Président en date du 13 août 2015, et suivant l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 20 juillet 2015, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 3.937 (trois mille neuf cent trente-sept) euros par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 3.937 (trois mille neuf cent trente-sept) actions nouvelles de 1 (un) euro chacune.

En outre, dans ce cadre, une somme de 38.070,79 euros (trente-huit mille soixante-dix euros et soixante-dix-neuf centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société au titre de cette opération.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 42.007,79 euros (quarante-deux mille sept euros et soixante-dix-neuf centimes).

Aux termes de l'Assemblée Générale Extraordinaire du 7 mars 2016 et suivant décision du Président en date du 12 avril 2016, le capital social a été augmenté d'un montant de 15.367 (quinze mille trois cent soixante-sept) euros par la création de 15.367 actions nouvelles d'une valeur nominale d'1 euro.

En outre, une somme de 259.702,30 € (deux cent cinquante-neuf mille sept cent deux euros et trente centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 275.069,30 € (deux cent soixante-quinze mille soixante-neuf euros et trente centimes).

Aux termes d'une Assemblée Générale Ordinaire Annuelle et Extraordinaire en date du 6 juin 2016 et suivant décision du Président en date du 11 juin 2016, le capital social a été augmenté d'une somme totale de 1.063 € (mille soixante-trois euros) par un apport en numéraire, ayant entrainé la création de 1.063 actions nouvelles de 1€ (un) euro chacune.

Aux termes des décisions du Président en date du 24 avril 2019, prises conformément à la délégation de compétences conférée par l'Assemblée Générale Mixte en date du 12 avril 2019, le capital social a été augmenté d'une somme de 59.091 € (cinquante-neuf mille quatre-vingt-onze euros) par un apport en

numéraire, ayant entrainé la création de 59.091 (cinquante-neuf mille quatre-vingt-onze) actions ordinaires nouvelles dites de catégorie P aux fins d'identification exclusivement (ci-après désignées les « **Actions P** ») assorties, chacune, d'un bon de souscription d'Action P (ci-après désignés les « **$BSA_{ratchet}$** » et ensemble avec les Actions P auxquelles ils sont attachés désignés les « **ABSA** ») de 1 € (un euro) de valeur nominale chacune.

En outre, une somme de 1.885.593,81 € (un million huit cent quatre-vingt-cinq mille cinq cent quatre-vingt-treize euros et quatre-vingt-un centimes) correspondant à la prime d'émission a également été apportée à la Société.

Soit, un montant total d'apport en numéraire de 1.944.684,81 € (un million neuf cent quarante-quatre mille six cent quatre-vingt-quatre euros et quatre-vingt-un centimes).

Aux termes des décisions du Président en date du 24 avril 2019, prises conformément à la délégation de compétences conférée par l'Assemblée Générale Extraordinaire en date du 1er avril 2017, le capital social a été augmenté d'une somme de 21.546 € (vingt-et-un mille cinq cent quarante-six euros) suite à la conversion de 500.000 (cinq cent mille) obligations convertibles ayant entrainé la création de 21.546 (vingt-et-un mille cinq cent quarante-six euros) actions ordinaires nouvelles de 1 € (un euro) de valeur nominale chacune.

ARTICLE 7 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 208.808 € (deux cent huit mille huit cent huit euros), divisé en 208.808 (deux cent huit mille huit cent huit) actions ordinaires de 1 € (un euro) de valeur nominale chacune dont 59.091 (cinquante-neuf mille quatre-vingt-onze) actions ordinaires labélisées « Actions **P** » sans que ce label n'affecte leur qualité d'actions ordinaires ni ne corresponde à une classe d'actions distincte.

ARTICLE 8 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur, dans le respect des éventuelles obligations pouvant résulter du Pacte d'Associés.

I - Le capital social peut être augmenté, soit par l'émission d'actions nouvelles, soit par élévation du montant nominal des actions existantes.

L'émission d'actions nouvelles peut résulter :

- Soit d'apports en nature ou en numéraire, ces derniers pouvant être libérés par un versement d'espèces ou par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société ;
- Soit de l'utilisation de ressources propres à la Société sous forme d'incorporation de réserves, de bénéfices ou de primes d'émission ;
- Soit de la combinaison d'apports en numéraire et d'incorporations de réserves, bénéfices ou primes d'émission ;
- Soit de la conversion ou du remboursement d'obligations en actions.

Sauf s'il s'agit du paiement du dividende en actions, la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du Président est seule compétente pour décider une augmentation de capital.

Si l'augmentation du capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, la collectivité des Associés délibère aux conditions de majorité prévues par les décisions extraordinaires.

Les Associés ont, proportionnellement au nombre de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des actions de numéraire émises pour réaliser une augmentation de capital.

La collectivité des Associés qui décide l'augmentation de capital peut supprimer ce droit préférentiel de souscription, totalement ou partiellement, en faveur d'un ou plusieurs Associés dénommés, dans le respect des conditions prévues par la loi.

En outre, chaque Associé peut, sous certaines conditions, renoncer individuellement à ce droit préférentiel de souscription.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

II - La collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut aussi décider ou autoriser la réduction du capital social pour telle cause et de telle manière que ce soit, notamment pour cause de pertes ou par voie de remboursement ou de rachat partiels des actions, de réduction de leur nombre ou de leur valeur nominale, le tout dans les limites et sous les réserves fixées par la loi et, en aucun cas, la réduction de capital ne peut porter atteinte à l'égalité des Associés.

La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la Société ne se transforme en Société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après sa réduction.

A défaut, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le tribunal statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

III - La collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

IV - Enfin, la collectivité des Associés décidant l'augmentation ou la réduction du capital peut déléguer au Président les pouvoirs nécessaires à l'effet de la réaliser.

ARTICLE 9 - LIBERATION DES ACTIONS

Lors de la constitution de la Société, les actions de numéraire ont été libérées, lors de la souscription, de la moitié au moins de leur valeur nominale.

Lors d'une augmentation de capital, les actions de numéraire sont libérées, lors de la souscription, d'un quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur appel du Président, dans le délai de cinq ans à compter de l'immatriculation au Registre du commerce et des Sociétés en ce qui concerne le capital initial, et dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive en cas d'augmentation de capital.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance du ou des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre procédé équivalent, adressée à chaque Associé.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne de plein droit intérêt au taux légal à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'Associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Conformément aux dispositions de l'article 1843-3 du Code civil, lorsqu'il n'a pas été procédé dans un délai légal aux appels de fonds pour réaliser la libération intégrale du capital, tout intéressé peut demander au Président du Tribunal statuant en référé soit d'enjoindre sous astreinte aux administrateurs, gérants et dirigeants de procéder à ces appels de fonds, soit de désigner un mandataire chargé de procéder à cette formalité.

ARTICLE 10 - FORME DES ACTIONS

Les actions émises par la Société sont obligatoirement nominatives.

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur des comptes et registres tenus à cet effet par la Société au siège social.

A la demande d'un Associé, une attestation d'inscription en compte lui sera délivrée par la Société.

TITRE III. TRANSMISSION DES ACTIONS

ARTICLE 11 - TRANSMISSION DES ACTIONS

La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

Le Pacte d'Associés prévoit certaines règles applicables aux transferts des valeurs mobilières émises par la Société, notamment une inaliénabilité temporaire, un droit de préemption, des obligations de sortie et un droit de sortie conjointe proportionnelle et totale.

Les actions et, plus généralement, toutes les valeurs mobilières émises par la Société, ne peuvent être transférées par une partie au Pacte d'Associés qu'en stricte conformité avec les stipulations du Pacte d'Associés et de ses avenants, à moins que toutes les parties au Pacte d'Associés ne décident de renoncer à l'unanimité à son application à l'occasion d'un transfert considéré. Tout transfert réalisé en violation du Pacte d'Associés, sauf accord contraire unanime des Associés, sera réputé avoir été réalisé en violation des présents statuts et sera donc nul conformément aux dispositions de l'article L. 227-15 du Code de commerce.

ARTICLE 12 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

12.1. Droits et obligations générales

Chaque action donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part déterminée par les présents statuts.

Elle donne en outre le droit au vote et à la représentation dans les délibérations, ainsi que le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par les statuts.

Les Associés ne sont responsables du passif social qu'à concurrence de leurs apports.

Les droits et obligations suivent l'action quel qu'en soit le titulaire.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la Société et aux décisions des Associés.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

12.2. Droit de vote

Le droit de vote attaché aux actions de capital ou de jouissance est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent et chaque action donne droit à une voix.

12.3. Droits dans les bénéfices et sur l'actif social

Toute action donne droit à une part proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente dans les bénéfices et les réserves ou dans l'actif social lors de toute distribution, amortissement ou répartition en cours comme en cas de liquidation, sous réserve de l'application des éventuelles dispositions du Pacte d'Associés.

ARTICLE 13 – INDIVISIBILITE DES ACTIONS

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les Associés propriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la Société par un seul d'entre eux considéré comme seul propriétaire, ou par un mandataire unique ; en cas de désaccord, le mandataire unique peut être désigné à la demande de l'indivisaire le plus diligent.

La désignation du représentant de l'indivision doit être notifiée à la Société dans le mois de la survenance de l'indivision. Toute modification dans la personne du représentant de l'indivision n'aura d'effet, vis-à-vis de la Société, qu'à l'expiration d'un délai d'un mois à compter de sa notification à la Société, justifiant de la régularité de la modification intervenue.

ARTICLE 14 - NUE PROPRIETE - USUFRUIT

Sauf convention contraire notifiée à la Société, les Associés détenant l'usufruit d'actions représentent valablement les Associés détenant la nue-propriété ; toutefois, le droit de vote appartient à l'Associé détenant l'usufruit pour les délibérations concernant les décisions collectives ordinaires et à l'Associé détenant la nue-propriété pour les délibérations concernant les décisions collectives extraordinaires.

Cependant, les Associés concernés peuvent convenir de toute autre répartition du droit de vote aux consultations collectives. La convention est notifiée par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre procédé équivalent à la Société, qui sera tenue d'appliquer cette convention pour toute consultation collective qui aurait lieu après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de cette lettre.

Toutefois, dans tous les cas, l'Associé détenant la nue-propriété a le droit de participer aux consultations collectives.

L'exercice du droit préférentiel de souscription aux actions nouvelles de numéraire et celui du droit d'attribution d'actions gratuites sont réglés en l'absence de conventions spéciales entre les Associés, selon les dispositions suivantes :

Le droit préférentiel de souscription, ainsi que le droit d'attribution d'actions gratuites, appartiennent à l'Associé détenant la nue-propriété.

Si celui-ci vend ses droits, les sommes provenant de cette cession, ou les biens acquis par lui au moyen de ces sommes, sont soumis à usufruit.

L'Associé détenant la nue-propriété est réputé avoir négligé d'exercer le droit préférentiel de souscription lorsqu'il n'a ni souscrit d'actions nouvelles, ni vendu les droits de souscription huit jours avant l'expiration du délai d'exercice de ce droit.

Il est de même réputé avoir négligé d'exercer le droit d'attribution lorsqu'il n'a ni demandé cette attribution, ni vendu les droits trois mois après le début des opérations d'attribution.

L'Associé détenant l'usufruit, dans les deux cas, peut alors se substituer à l'Associé détenant la nue-propriété pour exercer soit le droit de souscription, soit le droit d'attribution ou pour vendre les droits. Dans ce dernier cas, l'Associé détenant la nue-propriété peut exiger le remploi des sommes provenant de la cession ; les biens ainsi acquis sont soumis à usufruit.

Les actions nouvelles appartiennent au nu-propriétaire pour la nue-propriété et à l'usufruitier pour l'usufruit. Toutefois, en cas de versements de fonds par le nu-propriétaire ou l'usufruitier, pour réaliser ou parfaire une souscription ou une attribution, les actions nouvelles n'appartiennent au nu-propriétaire et à l'usufruitier qu'à concurrence de la valeur des droits de souscription ou d'attribution ; le surplus des actions nouvelles appartient en pleine propriété à l'Associé qui a versé les fonds.

En cas de remise en gage par un Associé de ses actions, l'Associé débiteur continue de représenter seul ces actions.

TITRE IV. DIRECTION DE LA SOCIETE – REPRESENTATION SOCIALE

ARTICLE 15 – DIRECTION DE LA SOCIETE

15.1 Président

La Société est dirigée et représentée à l'égard des tiers par un Président qui est soit une personne physique associée ou non, salariée ou non de la Société, soit une personne morale associée ou non de la Société.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés à la Société. Si la personne morale Président met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

15.1.1. Nomination- Renouvellement

Le Président est nommé ou renouvelé par une décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

15.1.2. Durée du mandat

Sauf décision contraire le Président est désigné sans limitation de durée.

Si toutefois cette durée venait à être limitée, le mandat prendrait alors fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

Les fonctions du Président prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de son mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de celui-ci d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaire.

15.1.3 Démission – Révocation

Le Président peut démissionner de son mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des Associés qui aura à statuer sur le remplacement du Président démissionnaire. La démission du Président n'est recevable que si elle est adressée à chacun des Associés par lettre recommandée avec avis de réception ou tout autre procédé équivalent.

Le Président sera révocable à tout moment par décision de la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires, sans que, pour autant, la nouvelle nomination emporte modification des statuts.

15.1.4. Rémunération

Le Président peut recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à ses fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision de l'Assemblée Générale. Cette rémunération peut consister en un traitement fixe ou proportionnel ou à

la fois fixe et proportionnel au bénéfice ou au chiffre d'affaires. En outre, le Président est remboursé de ses frais de représentation et de déplacement sur justification. Cette rémunération et ces frais sont comptabilisés en frais généraux de la Société.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

15.1.5. Pouvoirs du Président

Dans les rapports avec les tiers, le Président représente la Société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la Société dans les limites de son objet social.

Les dispositions des présents statuts limitant les pouvoirs du Président sont inopposables aux tiers.

La Société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Par application des dispositions de l'article L. 227-9 du Code de commerce et comme il sera ci-après relaté, toutes décisions en matière d'augmentation, d'amortissement ou de réduction du capital de la Société, de fusion, de scission, de dissolution, de nomination de commissaires aux comptes, de comptes annuels et de bénéfices relèvent de la compétence exclusive de la collectivité des Associés.

Le Président dirige et administre la Société. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour organiser, gérer, orienter les activités de la Société dans les limites de l'objet social, sous réserve des pouvoirs expressément dévolus par la loi et les statuts à la collectivité des Associés.

Le Président peut déléguer à toute personne de son choix certains de ses pouvoirs pour l'exercice de fonctions spécifiques ou l'accomplissement de certains actes.

15.2. Directeur Général et/ou Directeur Général Délégué

15.2.1. Nomination

Sur proposition du Président, la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires peut nommer une ou plusieurs personne(s) physique ou morale, salariée ou non, chargée d'assister le Président et portant le titre de Directeur Général et/ou de Directeur Général Délégué.

La personne morale Directeur Général ou Directeur Général Délégué est représentée par son représentant légal sauf si lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant. Le nom et les qualités de ce représentant seront notifiés à la Société. Si la personne morale Directeur Général met fin aux fonctions du représentant, la cessation des fonctions ne sera opposable à la Société qu'à compter de la notification qui lui en sera faite contenant la désignation d'un nouveau représentant personne physique.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général ou Directeur Général Délégué, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités que s'ils étaient Directeur Général ou Directeur Général Délégué en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué, personne physique, peuvent être lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

15.2.2. Durée des fonctions

Sauf décision contraire, le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué sont nommés sans limitation de durée, leurs mandats ne peuvent néanmoins excéder la durée du mandat du Président.

Si cette durée est limitée, leurs mandats prennent fin à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes annuels de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire son mandat.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué en fonction conserve ses fonctions et attributions jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Les mandats du Directeur Général et du Directeur Général Délégué sont renouvelables sans limitation.

15.2.3 Démission - Révocation

Les fonctions de Directeur Général et de Directeur Général Délégué prennent fin soit par le décès, la démission, la révocation, l'expiration de leur mandat, soit par l'ouverture à l'encontre de l'un d'entre eux d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué peuvent démissionner de leur mandat sous réserve de respecter un préavis de trois (3) mois lequel pourra être réduit lors de la consultation de la collectivité des Associés qui aura à statuer sur leur remplacement.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué sont révocables à tout moment par décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

15.2.4. Rémunération

Le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué peuvent recevoir une rémunération en compensation de la responsabilité et de la charge attachées à leurs fonctions dont les modalités de fixation et de règlement sont déterminées par une décision collective des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Le Directeur Général et/ou le Directeur Général Délégué peuvent cumuler leurs fonctions avec un contrat de travail effectif. Le contrat de travail pourra être préexistant ou consenti par le Président après leur nomination en qualité de directeurs.

15.2.5 Pouvoirs des Directeurs Généraux

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général et le Directeur Général Délégué disposent des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

Le Directeur Général et le Directeur Général Délégué disposent du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général et du Directeur Général Délégué qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

ARTICLE 16 – CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE, SES DIRIGEANTS OU SES ASSOCIES

En application des dispositions de l'article L. 227-10 du Code de commerce, toutes conventions, autres que celles portant sur des opérations courantes conclues à des conditions normales, intervenues directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, l'un de ses Associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une Société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 dudit code, doivent être portées à la connaissance du commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé ; la collectivité des Associés statue chaque année sur ce rapport lors de sa consultation annuelle sur les comptes sociaux dudit exercice écoulé.

En application des dispositions de l'article L. 227-11 du Code de commerce, les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales n'ont pas à être portées à la connaissance du commissaire aux comptes. Tout Associé a néanmoins le droit d'en obtenir communication.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour la personne intéressée et, éventuellement, pour le Président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la Société.

ARTICLE 17 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

Lorsque les conditions légales sont réunies, le contrôle de la Société est exercé par un ou plusieurs commissaires aux comptes titulaires et suppléants exerçant leur mission conformément à la loi et désignés par décision de la collectivité des Associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires.

Les commissaires aux comptes sont nommés pour six exercices sociaux ; leurs fonctions expirent à l'issue de la consultation annuelle de la collectivité des Associés appelée à statuer sur les comptes du sixième exercice social.

Les commissaires aux comptes sont appelés à l'occasion de toute consultation de collectivité des Associés.

ARTICLE 18 - REPRESENTATION SOCIALE

Les dispositions ci-après s'appliquent lorsque la règlementation exige que la Société institue un Comité social et économique.

Les délégués du Comité social et économique exercent auprès du Président les droits définis par les articles L. 2312-72 à L. 2312-77 du Code du travail.

A cet effet le Président avise par tous moyens à sa convenance les délégués du Comité social et économique de la réunion qu'il projette de tenir et les réunit.

En application des dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail deux Membres désignés par le Comité social et économique peuvent assister aux assemblées générales prévues par les statuts. Ils doivent à leur demande être entendus lors de toutes les délibérations requérant l'unanimité des Associés.

En application des dispositions de l'article L. 2312-77 du Code du travail le Comité social et économique représenté par un de ses Membres mandaté à cet effet, peut requérir l'inscription de projets de résolutions à l'ordre du jour des assemblées générales.

Les demandes d'inscription des projets de résolution présentées par le Comité social et économique doivent être adressées par un représentant du Comité au Président. Ces demandes qui sont accompagnées du texte des projets de résolution peuvent être envoyées par tous moyens écrits. Elles doivent être reçues au siège social 15 jours au moins avant la date fixée pour la décision des Associés, le Président en accuse réception immédiatement.

Le Comité social et économique doit être informé des décisions collectives dans les mêmes conditions que les Associés.

TITRE V. DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

ARTICLE 19 - DECISIONS DES ASSOCIES

19.1. Décisions collectives

Les Associés délibérant collectivement sont seuls compétents pour prendre les décisions suivantes :

- Nomination, renouvellement et révocation du Président de la société ;
- Nomination, renouvellement et révocation du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ;
- Fixation de la rémunération du Président, du Directeur Général et du Directeur Général Délégué ;
- Transfert du siège social, création, déplacement et fermeture de succursales, agences et dépôts sous réserve des pouvoirs attribués au Président en vertu de l'article 4 des présents Statuts ;
- Nomination et renouvellement des commissaires aux comptes ;
- Approbation des comptes sociaux annuels et affectation des résultats ;
- Extension ou modification de l'objet social ;
- Augmentation, amortissement ou réduction du capital social ;
- Opérations de fusion ou d'apport partiel d'actif ou de scission ;
- Transformation de la société ;
- Prorogation de la durée de la société ;
- Dissolution de la société.

Toute autre décision relève de la compétence du Président, sauf dans les cas où l'autorisation préalable de l'assemblée générale est requise.

Les décisions des associés résultent, au choix de l'auteur de la convocation d'un vote par écrit ou d'une assemblée générale selon les modalités ci-dessous.

Les décisions collectives des Associés peuvent aussi être constatées dans un acte exprimant leur consentement unanime signé par tous les associés ou leurs mandataires dûment habilités.

19.2. Modes de consultation

Sauf les cas prévus ci-avant, les décisions collectives des Associés sont prises, au choix du Président, soit en assemblée générale réunie au siège social ou en tout autre lieu indiqué sur la convocation, soit par consultation par tous procédés de communication écrite y compris par courrier électronique, soit par téléconférence téléphonique ou audiovisuelle. Elles peuvent aussi s'exprimer dans un acte authentique ou sous seing privé. Tous moyens de communication peuvent être utilisés dans l'expression des décisions.

Quel qu'en soit le mode, toute consultation de la collectivité des Associés doit faire l'objet d'une information préalable comprenant l'ordre du jour, le texte des résolutions et tous documents et informations leur permettant de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions présentées à leur approbation. Cette information doit faire l'objet d'une communication intervenant huit jours au moins avant la date de la consultation.

Les décisions prises conformément à la loi et aux statuts obligent tous les Associés même absents, dissidents ou incapables.

19.3. Nature des décisions

Les décisions collectives des Associés sont qualifiées d'ordinaires ou d'extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont celles qui ne modifient pas les statuts.

Les décisions extraordinaires sont seules à pouvoir modifier les statuts dans toutes leurs dispositions. Elles ne peuvent, toutefois, augmenter les engagements des Associés sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

19.4. Convocation – Réunion – Représentation

Les consultations de la collectivité des Associés sont provoquées par le Président ou, en cas de carence du Président, par un mandataire désigné en justice.

En outre, le commissaire aux comptes, s'il en existe, peut, à toute époque, provoquer une consultation de la collectivité des Associés.

Lorsque la consultation de la collectivité des Associés est faite en assemblée générale, la convocation est faite par tous procédés de communication écrite y compris par courrier électronique, huit jours (8) avant la date de la réunion et mentionne le jour, l'heure, le lieu et l'ordre du jour de la réunion.

Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai sous réserve du respect des prérogatives des délégués du Comité social et économique et de la mission du Commissaire aux comptes.

Les réunions des assemblées générales ont lieu au siège social ou en tout autre endroit indiqué dans la convocation.

L'assemblée est présidée par le Président ; à défaut, l'assemblée élit son Président de séance.

A chaque assemblée est tenue une feuille de présence.

Les Associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre Associé de leur choix.

Chaque mandataire peut disposer d'un nombre illimité de mandats. Les mandats peuvent être donnés par tous procédés de communication écrite. En cas de contestation sur la validité du mandat conféré, la charge de la preuve incombe à celui qui se prévaut de l'irrégularité du mandat.

19.5. Consultation écrite et consultation par téléconférence

En cas de consultation écrite, le Président doit adresser à chacun des Associés par tout moyen de communication, y compris par courrier électronique, un formulaire de vote, en deux exemplaires, portant les mentions suivantes :

- Sa date d'envoi aux Associés ;
- La date à laquelle la société devra avoir reçu les formulaires de vote. A défaut d'indication de cette date, le délai maximal de réception des formulaires sera de dix jours à compter de la date d'expédition du formulaire de vote ;
- La liste des documents joints et nécessaires à la prise de décision ;
- Le texte des résolutions proposées avec, sous chaque résolution, l'indication des options de délibérations (adoption ou rejet) ;

- L'adresse (y compris électronique) à laquelle doivent être retournés les formulaires.

Chaque Associé devra compléter le formulaire de vote en cochant, pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote, le vote peut être émis par tout moyen. Si aucune ou plus d'une case ont été cochées pour une même résolution, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Chaque Associé doit retourner un exemplaire de ce formulaire de vote dûment complété, daté et signé, à l'adresse indiquée, et, à défaut, au siège social.

En cas de vote par télécopie, celle-ci sera datée, paraphée au bas de chaque page et signée sur la dernière page par l'associé qui l'émet.

De même si le Président l'autorise pour un ou plusieurs associés dénommés, le droit de vote peut être exprimé par voie de courriel.

Pour qu'une télécopie ou un courriel soit admis comme exprimant un vote, il convient que pour chaque décision, un vote par "oui" ou par "non" soit nettement exprimé ; à défaut, l'associé sera considéré comme s'abstenant.

Le défaut de réponse d'un Associé dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'Associé concerné. Dans les cinq jours ouvrés suivant la réception du dernier formulaire de vote et au plus tard le cinquième jour ouvré suivant la date limite fixée pour la réception des formulaires, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations. Les formulaires de vote, les preuves d'envoi de ces formulaires et le procès-verbal des délibérations sont conservés au siège social.

En cas de consultation de la collectivité des Associés par voie de téléconférence, le Président, dans la journée de la consultation, établit, date et signe un exemplaire du procès-verbal des délibérations de la séance portant :

- L'identification des Associés ayant voté ;
- Celle des Associés n'ayant pas participé aux délibérations ;
- Ainsi que, pour chaque résolution, l'identification des Associés avec le sens de leurs votes respectifs (adoption ou rejet).

Le Président en adresse immédiatement un exemplaire par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite, y compris par courrier électronique, à chacun des Associés. Les Associés votent en retournant une copie au Président, le jour même, après signature, par télécopie ou tout autre procédé de communication écrite, y compris par courrier électronique. En cas de délégations de pouvoirs, une preuve des mandats est également communiquée au Président par le même moyen. Les preuves d'envoi du procès-verbal aux Associés et les copies en retour signées des Associés sont conservées au siège social.

Le Commissaire aux comptes, s'il en existe, est tenu informé des décisions arrêtées par les Associés.

19.6 Actes sous seing privé

Les Associés, à la demande du Président, prennent les décisions dans un acte sous seing privé ; l'apposition des paraphes et signatures de tous les Associés sur ce document unique vaut prise de décision.

Le(s) commissaire(s) aux comptes est (sont) tenu(s) informé(s) du projet d'acte sous seing privé ; une copie de l'acte projeté lui(leur) est adressée sur simple demande.

Cet acte devra mentionner les conditions d'information préalable des Associés et, s'il y a lieu, les documents communiqués ou sur lesquels portent les décisions à prendre, la date, l'objet de l'acte, la nature précise de la décision à adopter et l'identité (nom, prénoms) de chacun des signataires du document.

19.7. Majorités

Sauf dispositions contraires de la loi ou des statuts, les décisions collectives sont adoptées :

- À la majorité des 2/3 soit soixante-six pourcent (66%) des voix des Associés présents, représentés ou votant par correspondance pour toutes décisions extraordinaires ayant pour effet de modifier les statuts,

- À la majorité de cinquante et un pourcent (51%) des voix des Associés présents, représentés ou votant par correspondance pour toutes autres décisions ordinaires.

Toute décision, y compris de transformation, ayant pour effet d'augmenter les engagements d'un ou plusieurs Associés, ne peut être prise qu'à l'unanimité d'entre eux.

19.8. Tenue des registres

Les décisions collectives des Associés, quel qu'en soit leur mode, sont constatées par des procès-verbaux établis sur un registre spécial, ou sur des feuillets mobiles numérotés. Ce registre ou ces feuillets mobiles sont tenus au siège de la société. Ils sont signés le jour même de la consultation par le Président de séance. Les procès-verbaux devront indiquer le mode, le lieu et la date de la consultation, les documents et rapports soumis à discussion, un exposé des débats ainsi que le texte des résolutions et sous chaque résolution le résultat du vote.

Les copies ou extraits des procès-verbaux des décisions collectives sont valablement certifiés par le Président, ou un fondé de pouvoir habilité à cet effet.

ARTICLE 20 – DROIT D'INFORMATION PERMANENT

Chaque Associé a le droit, à toute époque, de prendre connaissance ou copie au siège social des statuts à jour de la Société ainsi que des documents ci-après concernant les trois derniers exercices sociaux :

- Liste des Associés avec le nombre d'actions dont chacun d'eux est titulaire et, le cas échéant, le nombre de droits de vote attachés à ces actions ;
- Les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe ;
- Les inventaires ;
- Les rapports et documents soumis aux Associés à l'occasion des décisions collectives ;
- Les procès-verbaux des décisions collectives comportant en annexe, le cas échéant, les pouvoirs des Associés représentés ;
- Les conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

ARTICLE 21 – MODIFICATIONS DANS LE CONTROLE D'UN ASSOCIE

Tous les Associés personnes morales doivent notifier à la Société toutes informations sur le montant de leur capital social, sa répartition ainsi que l'identité de leurs Associés. Lorsqu'un ou plusieurs de ces Associés sont eux-mêmes des personnes morales, la notification doit contenir la répartition du capital de ces personnes morales et l'indication de la ou des personnes ayant le contrôle ultime de la Société associée.

En cas de modification au sens de l'article L. 233-3 du Code de commerce du contrôle d'une Société associée, celle-ci doit en informer la Société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président dans un délai de quinze jours de sa prise d'effet à l'égard des tiers.

TITRE VI. EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 22 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2013.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

ARTICLE 23 - INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.
Il est procédé, même en cas d'absence ou d'insuffisance du bénéfice, aux amortissements et provisions nécessaires. Le montant des engagements cautionnés, avalisés ou garantis est mentionné à la suite du bilan.

Le Président établit le rapport de gestion sur la situation de la Société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Tous ces documents sont mis à la disposition du commissaire aux comptes de la Société dans les conditions légales.

La collectivité des Associés, délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires, doit statuer sur les comptes de l'exercice écoulé dans les six mois de la clôture de l'exercice ou, en cas de prolongation, dans le délai fixé par décision de justice.

ARTICLE 24 - AFFECTATION ET REPARTITION DU RESULTAT

Le compte de résultat qui récapitule les produits et charges de l'exercice fait apparaître par différence, après déduction des amortissements et des provisions, le bénéfice ou la perte de l'exercice clos.

Sur le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent au moins pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint le dixième du capital social ; il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve légale est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes à porter en réserve, en application de la loi et des statuts, et augmenté du report bénéficiaire. Sur ce bénéfice, la collectivité des Associés peut prélever toutes sommes qu'elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.

Le solde, s'il en existe, est réparti par décision collective des Associés proportionnellement au nombre d'actions appartenant à chacun d'eux.

En outre, la collectivité des Associés peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont la Société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur les bénéfices de l'exercice.

Hors le cas de réduction du capital, aucune distribution ne peut être faite aux Associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci, inférieurs au montant du capital augmenté des réserves que la loi ou les statuts ne permettent pas de distribuer. L'écart de réévaluation n'est pas distribuable. Il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Les pertes, s'il en existe, sont après l'approbation des comptes par la collectivité des Associés, reportées à nouveau, pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

ARTICLE 25 - PAIEMENT DES DIVIDENDES - ACOMPTES

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un commissaire aux comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires et déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures ainsi que des sommes à porter en réserve, en application de la loi ou des statuts, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué sur décision du Président des acomptes sur dividende avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par décision collective des Associés délibérant dans les conditions fixées pour les décisions ordinaires ou à défaut par le Président. La mise en paiement des dividendes en numéraire doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice. Les dividendes des actions sont payés sur présentation de l'attestation d'inscription en compte.

La collectivité des Associés statuant sur les comptes de l'exercice clos a la faculté d'accorder à chaque Associé, pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions.

L'offre de paiement du dividende en actions doit être faite simultanément à chaque Associé. Le prix des actions ainsi émises, qui ne peut être inférieur au montant nominal, est fixé dans les conditions visées à l'article L. 232-19 du Code commerce ; lorsque le montant des dividendes auquel il a droit ne correspond pas à un nombre entier d'actions, l'Associé peut obtenir le nombre d'actions immédiatement supérieur en versant dans le délai d'un mois la différence en numéraire ou recevoir le nombre d'actions immédiatement inférieur complété d'une soulte en numéraire.

La demande de paiement du dividende en actions doit intervenir dans un délai fixé par la collectivité des Associés, sans qu'il puisse être supérieur à trois mois à compter de la décision ; l'augmentation de capital de la Société est réalisée du seul fait de cette demande et ne donne pas lieu aux formalités prévues aux articles L. 225-142, L. 225-144 et L. 225-146 du Code de commerce.

Aucune répétition de dividende ne peut être exigée des Associés sauf lorsque la distribution a été effectuée en violation des dispositions légales et que la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances. Le cas échéant, l'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VII. CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL - TRANSFORMATION - DISSOLUTION- LIQUIDATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 26 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président doit, dans les six mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, consulter la collectivité des Associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Il y aurait lieu à dissolution de la Société, si la résolution soumise au vote des Associés tendant à la poursuite des activités sociales ne recevait pas l'approbation de la collectivité des Associés statuant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être réduit d'un montant égal à la perte constatée au plus tard lors de la clôture du second exercice social suivant celui au cours duquel les pertes portant atteinte au capital ont été constatées.

Dans tous les cas, la décision de la collectivité des Associés doit être publiée dans les conditions légales et réglementaires.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si la collectivité des Associés n'a pu délibérer valablement. Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution si, au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Il n'y a pas lieu à dissolution ou à réduction de capital si, dans le délai ci-dessus précisé, les capitaux propres viennent à être reconstitués pour une valeur supérieure à la moitié du capital social.

ARTICLE 27 - TRANSFORMATION DE LA SOCIETE

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par les Associés le bilan de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport du commissaire aux comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en nom collectif nécessite l'accord de chacun des Associés. En ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigibles.

La transformation en Société en commandite simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de chacun des Associés qui acceptent de devenir commandités en raison de la responsabilité solidaire et indéfinie des dettes sociales.

La transformation en Société à responsabilité limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation en Société anonyme est prise sur le rapport d'un commissaire à la transformation chargé d'apprécier la valeur des biens composant l'actif social et, s'il en existe, les avantages particuliers consentis à des Associés ou à des tiers.

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION

La Société est dissoute à l'expiration du terme fixé par les statuts, sauf prorogation, ou par décision des Associés délibérant collectivement dans les conditions fixées pour les décisions extraordinaires.

Aux termes de l'article L. 227-4 du Code de commerce, en cas de réunion en une seule main de toutes les actions de la société, les dispositions de l'article 1844-5 du Code civil relatives à la dissolution judiciaire ne sont pas applicables.

Les Associés délibérant collectivement qui prononcent la dissolution règlent le mode de liquidation et nomment un ou plusieurs liquidateurs dont ils déterminent les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la législation en vigueur.

La nomination des liquidateurs met fin aux pouvoirs du Président et de tous mandataires, ainsi que des commissaires aux comptes.

La personnalité morale de la société subsiste pour les besoins de sa liquidation jusqu'à la clôture de celle-ci, mais sa dénomination devra être suivie de la mention "Société en liquidation" ainsi que du nom du liquidateur sur tous les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers.

Les actions demeurent négociables jusqu'à la clôture de la liquidation.

Les Associés sont consultés collectivement en fin de liquidation pour statuer sur le compte définitif de liquidation, sur le quitus de la gestion du liquidateur et la décharge de son mandat et pour constater la clôture de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après remboursement à chacun des Associés du montant nominal et non amorti de leurs actions, est réparti entre les Associés en proportion de leur participation dans le capital social sous réserve de l'application des éventuelles dispositions du Pacte d'Associés.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Toutes les contestations qui pourraient s'élever pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation, soit entre la Société et les Associés titulaires de ses actions, soit entre les Associés titulaires d'actions eux-mêmes, concernant les affaires sociales, l'interprétation ou l'exécution des présents statuts, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des tribunaux compétents du siège social.